l'unité

M 2805 - N° 366 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 18 - 24 janvier 1980

P.c.f.: pour un socialisme aux couleurs... de l'U.r.s.s.

PAR GUY PERRIMOND

ALGERIE : abstention ! Benin : abstention ! Congo, Guinée-Bissau, Inde, Madagascar, Nicaragua : abstention. Iran : pour, Yougoslavie : pour ! Lundi, lors de l'assemblée générale des Nations unies, la réaction des pays progressistes, membres des non-alignés, à l'intervention soviétique en Afghanistan a été sévère. Car la résolution adoptée demande le retrait « immédiat, inconditionnel et total des troupes étrangères d'Afghanistan ». Kaboul ayant expliqué que « l'aide » soviétique était légitime puisqu'elle avait eu lieu à la demande du gouvernement afghan en butte à des « menaces impérialistes » venues de l'extérieur, l'abstention d'un certain nombre de pays prend un sens tout particulier, fait voler en éclats quelques mythes soigneusement entretenus et montre les changements intervenus dans l'arène internationale.

Si ce vote peut être considéré comme une défaite diplomative pour Moscou, il est un sérieux avertissement pour le P.c.f. C'est en effet une preuve supplémentaire de la faiblesse des analyses de la situation internationale faite depuis quelques mois par les responsables communistes français.

Octobre 1979. Le Bureau politique du P.c.f. publie un assez long communiqué sur la situation internationale. Un texte somme toute banal réaffirmant des positions déjà connues. A un détail près : le monde décrit par le P.c.f. est, résolument, un monde bi-polaire, un monde où deux blocs s'affrontent. A droite, l'impérialisme, en recul;à gauche , les « pays socialistes » qui progressent, les classes ouvrières « qui luttent », les mouvements de libération nationale « qui se consolident ». Foin de nuances entre chacune de ses composantes, le temps n'est plus au détail.

Blocs encore puissants

Certes, il est évident qu'en ces temps de crise les deux plus grandes puissances, l'U.r.s.s. et les Etats-Unis, tentent, plus que jamais, de regrouper autour d'eux leur clientèle respective, d'homogénéiser leur camp. Cela est aussi visible à l'Ouest qu'à l'Est. Mais il ne s'agit là que d'une volonté et l'année 1979 a montré qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. Certes les blocs sont encore puissants — sur le plan militaire c'est une évidence — mais les contradictions actuelles sont telles que l'U.r.s.s. et les Etats-Unis ne peuvent plus faire la pluie et le beau temps. L'un et l'autre l'ont appris, douloureusement parfois, ne serait-ce qu'avec l'Iran.

Bizarrement, c'est au moment où tout cela devient une évidence que le P.c.f. oubliant quelques enseignements de son histoire effectue une sorte de retour aux sources, une fuite un peu irréelle dans l'utopie, ce qu'en langage courant on a appelé ces derniers mois un alignement sur l'U.r.s.s.

Ce retour en arrière n'est pas le premier. Dans l'histoire du mouvement communiste international il y a quelques constantes. Dont celle-ci : plus un parti souhaite — ou pense — arriver au pouvoir dans le cadre d'une alliance, plus sa politique étrangère est « nationale », oublieuse des grands discours sur la « solidarité internationaliste » pour, enfin, tenir compte des réalités concrètes, des compromis nécessaires. Depuis septembre 1977, il est difficile pour le P.c.f. de tenir un discours hexagonal : les perspectives ouvertes par sa pratique ne lui permettant pas de donner un contenu concret et exaltant à l'action de ses militants. Ce qui explique en partie l'accent mis sur la politique internationale et sur l'appartenance à un « camp » remportant, ailleurs, des succès. C'est qu'il faut bien des compensations quelquefois.

Ce glissement avait aux yeux du P.c.f. un autre avantage : il apportait une justification à ses discours sur le « virage à droite du P.s. ». L'analyse à l'échelle mondiale a l'avantage parfois de gommer les nuances et peut demeurer purement idéologique.

« Nouvelles avancées »

Avec la crise en toile de fond et la lutte titanesque entre l'impérialisme et les forces de progrès, il était facile de « prouver » que la grande bourgeoisie avait « largement recours à la social-démocratie » soit pour gérer la crise — dans un premier temps — soit pour servir « les forces opposées au changement », aujourd'hui. Mais au total, de cette sombre mêlée surgissaient quelques points d'espoir, ce que le P.c.f. appelle de « nouvelles avancées ». Pour 1979 il s'agissait de l'Iran qui a condamné l'Union soviétique, et du Nicaragua qui s'est abstenu ! L'Histoire a, parfois, de l'humour.

Mais vouloir retrouver de vieilles racines a quelques inconvénients. Dont un majeur : le bloc auquel il faut à tout prix se rattacher a une tête de file — l'U.r.s.s. — dont les initiatives sont parfois, pour ne pas dire souvent, gênantes. Or il est impossible de faire autrement : à se replier sur le « bloc », à ne voir de « nouvelles avancées » que dans les victoires de celui-ci, il faut bien mettre en avant « la solidarité internationaliste », ce qui en terme clair signifie l'U.r.s.s. Avec plus ou moins de plaisir, subissant avec plus ou moins de résistance des pressions de tous ordres — dont la plus classique, la pression idéologique, est évidente — le P.c.f. a peu à peu retrouvé des attitudes que l'on espérait disparues à jamais. Ce qui ne signifie pas que les points de désaccord aient tous disparu. Mais soit on les passe sous silence — l'Ethiopie par exemple — soit on en reparle que contraint et forcé — la Tchécoslovaquie. De là à parler de restalinisation il y a un pas qu'il ne faut pas franchir. Car le P.c.f. ne s'est jamais déstalinisé, il s'était, plus simplement désunifié. La distance prise l'avait été avec la pratique de « la patrie du socialisme », non pas avec les principes, les modes d'organisation. Une déstalinisation aurait été durable. Une dérussification non. Mais, de la même manière, demain, le P.c.f. pourra à nouveau, et très vite, s'éloigner de ses positions actuelles...

Au fil des mois la distance mesurable entre le P.c.u.s. et le P.c.f. s'est donc réduite. Peu à peu le bilan des « pays socialistes » est devenu globalement positif, la Chine a disparu de l'horizon : pas un mot sur elle dans le communiqué du 26 octobre ! Et si, pour des raisons évidentes le P.c.f. a tenté de mettre l'accent sur les mouvements de libération — O.l.p., Iran, Sarahoui, Nicaragua — plutôt que sur l'U.r.s.s. et son glacis, ce « tiermondisme »

(Suite en page 2)



Projet: le refus de désespérer

Inde : la planète des castes



Afghanistan: ça sent le pétrole!



Tito : celui qui sut toujours dire non

Le boomerang alimentaire



PARTI SOCIALISTE
28, Rue Victor Hugo
92240 MALAKOFF
Permanence 10 h à 12 h
le dernier samedi du mois

Vous voulez que la presse du Parti vive...

Bulletin d'abonnement à retourner

l'unité

41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ◯
- abonnement de six mois (110 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

SUITE DE LA PAGE 1

artificiel, a tout de même quelques inconvénients.

Tout d'abord parce que l'eurocommunisme compris comme un polycentrisme n'a, dans ces conditions, plus de sens. La définition rappelée par Georges Marchais la semaine dernière le prouve. Et ce n'est pas en décidant une « offensive contre le mensonge » que le Bureau politique modifiera les choses : pour affirmer que l'information est une immense machine à mensonge — ce qui est le plus souvent vrai — un des exemples choisi est le silence fait à propos du dernier communiqué commun P.c.f.-P.c.i. L'ennui c'est que les Italiens — et en premier lieu « l'Unita », l'organe du P.c.i. — a fait le même silence...

L'international plutôt que le national

Tout cela explique la « cohérence » de la position du P.c.f. à propos de l'invasion de l'Afghanistan. Ayant choisi de privilégier l'international par rapport au national (il suffit de comparer l'activité internationale actuelle de Georges Marchais à celle qui était la sienne il y a quatre ou cinq ans), ayant retrouvé les vieux mythes sur la patrie du socialisme et analysant les « nouvelles avancées » comme le résultat du seul affrontement des deux blocs, il était naturel qu'ils approuvent les choix du Kremlin. Car la « perte » de l'Afghanistan aurait été, pour le bloc donc le P.c.f., un recul ! Qu'un régime mis en place par un coup d'Etat soit renversé par la lutte armée des habitants du pays est, dans cette optique, inadmissible. Car ce qui compte n'est pas la volonté, les désirs d'un peuple, les possibilités réelles, mais plus simplement le rapport de forces concret entre l'Est et l'Ouest. Dès lors, Georges Marchais ne pouvait qu'approuver Leonid Brejnev, quitte à approuver des décisions qui sont en contradiction avec les principes de base, la morale politique la plus élémentaire, bref à approuver la seule volonté de grande puissance de l'U.r.s.s.





La délégation du P.c.f. au Kremlin.

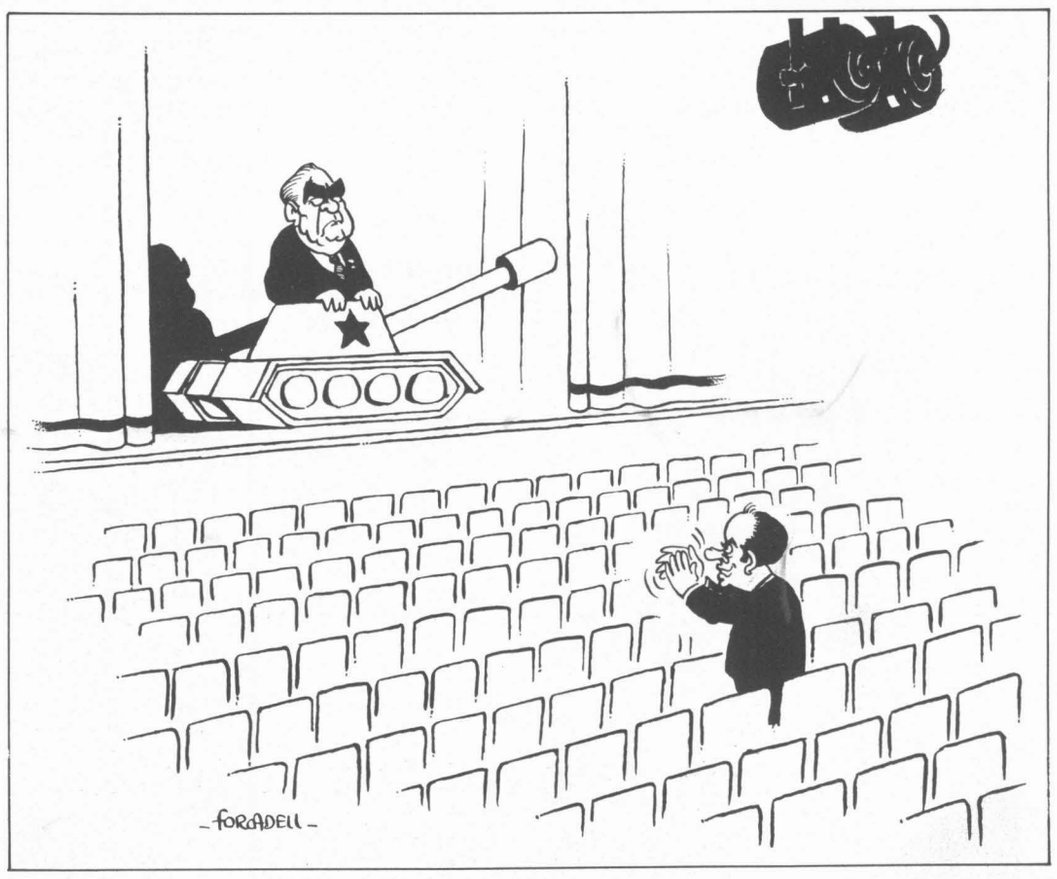
Les temps ont changé

Mais ce qui est vrai pour le Bureau politique, pour toute une partie des permanents, n'est pas évident pour l'ensemble du Parti. Car les temps ont changé et il ne suffit pas de dire pour être cru. La patrie du socialisme a fait suffisamment d'erreurs — prouvées —, a commis suffisamment de crimes pour que les « rapports nouveaux » instaurés entre le P.c. et le P.c.u.s. soient du goût de tout le monde. Mieux, il n'est pas évident que l'analyse globale qui sous-tend et permet l'approbation de l'intervention soit acceptée sans murmure.

Car ces positions donnent à l'avenir d'autres couleurs que celles d'un socialisme à la française. L'alternance par exemple n'a plus tellement de raison d'être, même si ses raisons étaient toutes théoriques. Résumée, la position de Georges Marchais revient à ceci : en 1978, sous l'impulsion du Parti démocratique du peuple afghan, ce pays a décidé d'aller de l'avant, vers la démocratie et le progrès. L'impérialisme intervient. Par Parkistan interposé. Le gouvernement afghan demande une aide à l'U.r.s.s. qui après avoir hésité, intervient pour éviter une victoire de cet impérialisme. Donc si les forces démocratiques se privent de la solidarité internationale rien ne changera. Ce qui revient à dire, l'impérialisme n'acceptant que rarement un échec, qu'il faudra toujours — puisqu'autrement rien ne changera — accepter, au bout du compte et selon l'importance de l'affrontement une aide fraternelle de l'U.r.s.s. ! Difficile à admettre.

La logique qui a conduit le P.c.f. à se retrouver, en politique étrangère, sur les mêmes positions que l'U.r.s.s. est donc le résultat d'une longue évolution. Les raisons de ces changements sont multiples, complexes. Certaines sont connues — d'autres sont en pointillés. D'autres P.c. européens ont suffisamment parlé de pressions de tous ordres pour qu'il soit difficile d'admettre que le P.c.f. a été, lui, miraculeusement épargné.

Mais l'important est ailleurs : tant que le P.c.f. se réfugiera dans des analyses aussi manichéennes, bipolarisant le monde à l'excès, il lui sera difficile d'avoir en politique intérieure des analyses... unitaires. A moins qu'il y soit contraint. ●



Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 41, bd de Magenta 75010 Paris - Tél. : 208.23.50. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Nicole du Roy, Georges Frameries, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Véronique Neiertz, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Reverier, Gilbert Sans, Antoine Violet, Maryse Wolinsky. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Cannela ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

Projet: le refus de désespérer

La direction du P.c. et la droite en sont pour leurs frais : le Parti socialiste vient de se doter d'un projet fondamental, de réaffirmer hautement sa stratégie unitaire et de refuser les déchirements internes

PAR CLAUDE ESTIER

SI l'on en juge par la place qui lui a été réservée par la presse écrite et audiovisuelle, l'événement est d'importance et il n'est pas exagéré de penser que l'adoption du Projet socialiste le 13 janvier à Alfortville restera une date de référence dans l'histoire du P.s. et donc dans la vie politique française.

Et cela même si la presse en question a d'abord trouvé dans la Convention ce qu'elle souhaitait à l'avance y trouver. Pour le « Quotidien de Paris », il s'est agi de : « 48 heures de duels ». « Le Figaro » n'y a vu « qu'un P.s. englué dans ses contradictions » et « l'Humanité » : « Le P.s. à l'unisson de la droite ». Ce que contredisent à la fois « le Matin » lorsqu'il souligne : « socialistes, union de la gauche quand même » et « le Monde » quand il met l'accent sur le fait que « la préoccupation de l'unité l'a emporté sur la volonté d'affrontement entre les courants et entre les hommes ».

Laissons donc les interprétations et voyons les faits. Les quelque cinq cents délégués représentant l'ensemble des militants qui ont siégé samedi et dimanche ont accompli en même temps plusieurs actes qui engagent l'avenir du Parti à court et à moyen terme. Ils ont adopté un document qui définit en une centaine de pages des objectifs d'action pour la décennie quatre-vingt ; ils ont réaffirmé leur attachement à l'unité du Parti. Ils ont confirmé la stratégie qui a constamment été la sienne depuis 1971 ; ils ont opposé une fin de non-recevoir aux appels du Pouvoir et des partis de droite.

1°) *L'adoption du projet*

C'était l'objet même de la Convention d'Alfortville même si celle-ci se tenait à un moment où de graves événements internationaux et leurs conséquences en France ne pouvaient manquer de retenir l'attention des délégués. Ceux-ci avaient donc à mettre le point final au processus engagé dès le lendemain des élections législatives de mars 1978 et qui a provoqué pendant un an et demi un vaste débat à tous les niveaux du Parti. Plusieurs centaines d'amendements avaient été transmis par les sections et les fédérations. Un certain nombre ont été retenus en tout ou partie et vont être intégrés au texte par la commission de lecture chargée, sous l'autorité du Bureau exécutif, d'y mettre la dernière main.

Un amendement important a été accepté à l'unanimité au chapitre international pour préciser le sens de l'affirmation selon laquelle « notre sécurité et la paix européenne passent aussi par Moscou ».

Le passage de la page 9 relatif à l'origine de certaines idées nouvelles apparues en Mai-68 et reprises aujourd'hui en compte par les socialistes a donné lieu à un vote contradictoire au terme duquel la majorité et la minorité se sont retrouvées avec une proportion de suffrages pratiquement identiques à celle du congrès de Metz.

Enfin en ce qui concerne la politique nucléaire l'option défendue par Paul Quilès excluant le recours au surrégénérateur l'a emporté avec 59 % des mandats sur deux autres options, l'une plus favorable (17 %) et l'autre plus hostile (14 %) à l'énergie nucléaire.

C'est donc un texte complet, précis, élaboré de la façon la plus démocratique possible à partir de l'avant-projet de Jean-Pierre Chevènement qui est sorti de la Convention. Il est à l'honneur du Parti socialiste car jamais aucun autre parti français n'a fait un tel effort pour se doter d'un document fondamental proposant à la fois une explication de la crise de notre société et les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à une société nouvelle. Sans doute la droite se gausse-t-elle de ce document et tente-t-elle d'en minimiser la portée. Elle avait fait de même en 1972 après la signature du Programme commun de la gauche qui allait pourtant dominer la vie politique française pendant plusieurs années.

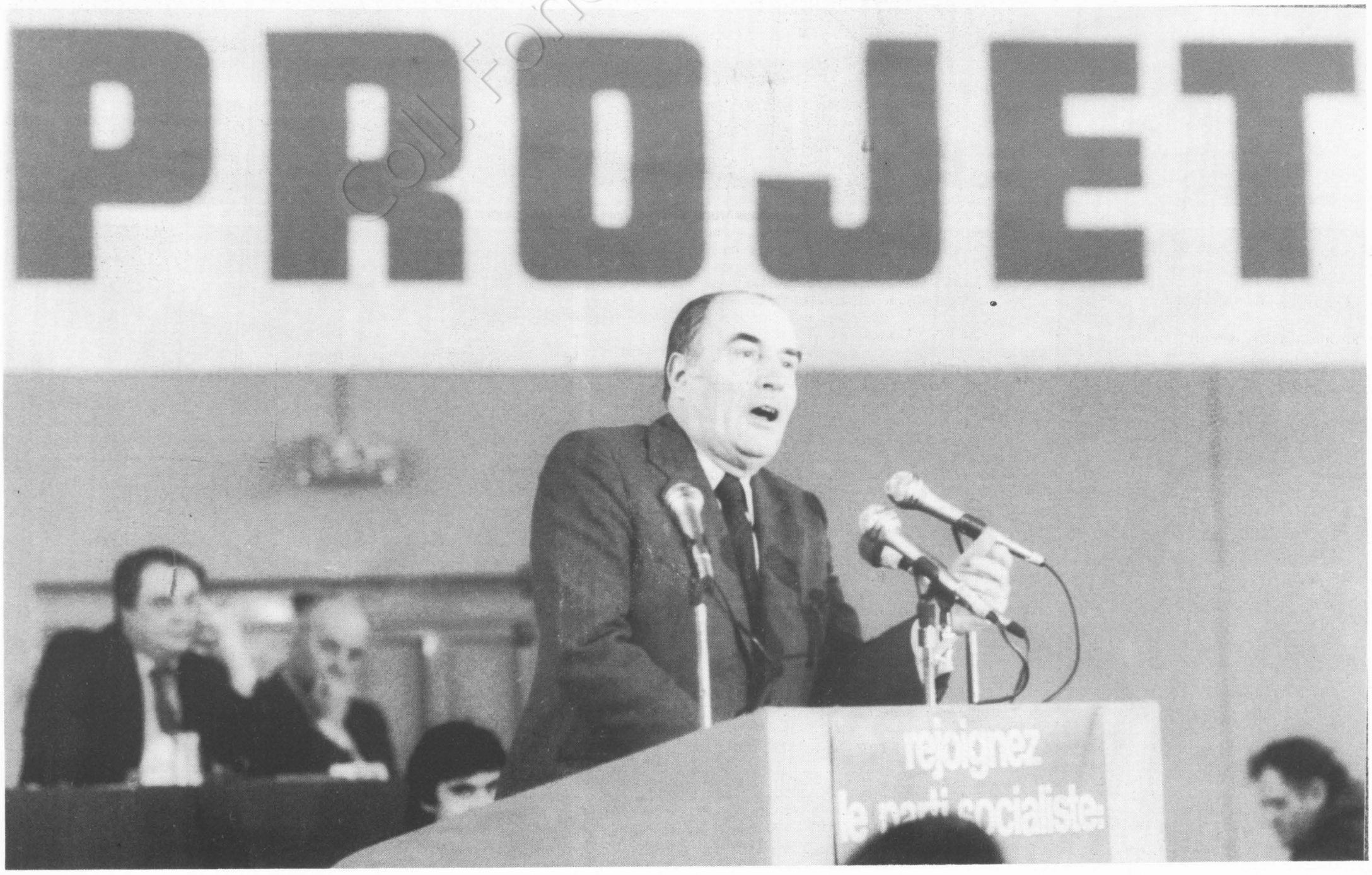
2°) *L'unité du Parti*

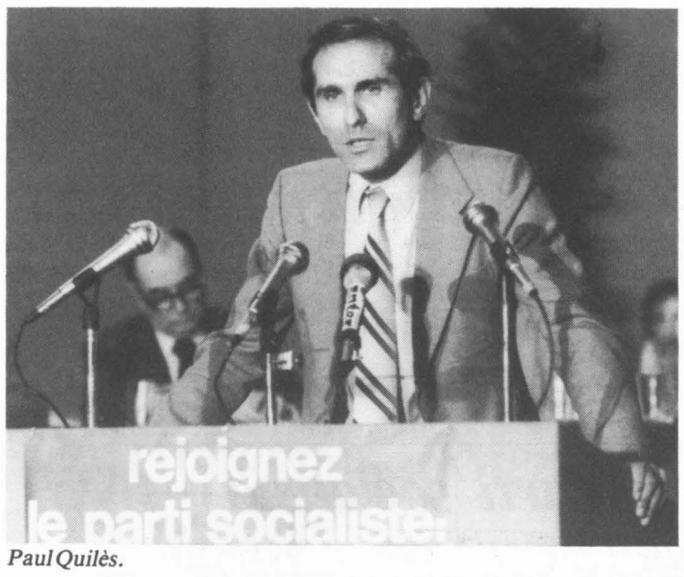
Ceux des observateurs qui rêvaient plaies et bosses et qui étaient venus à Alfortville pour assister au spectacle « lutte de chefs » en ont été pour leurs frais. Tous ont dû convenir que les débats ont été d'une haute tenue et que nul n'a cherché à utiliser la tribune de la Convention pour relancer des polémiques ou des surenchères.

Certes il n'a échappé à personne que dans leurs interventions successives de dimanche matin Michel Rocard et François Mitterrand ont analysé le projet en se plaçant sur des terrains différents. Le contraire eût été étonnant. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on peut constater des différences d'appréciation, mais les militants présents ont été satisfaits de constater que ni l'un ni l'autre ne souhaitaient poser ces différences en termes d'affrontement. Elles sont apparues normalement comme le reflet d'une diversité qui pose quelquefois des problèmes au Parti mais qui constitue également sa force (seules trois fédérations — Yvelines, Finistère et Loiret — ont refusé le quitus à la direction).

En définitive, le texte du Projet a été approuvé par 85 % des mandats et même si l'on peut distinguer dans ce vote, comme l'a noté Laurent Fabius, des « oui de conviction » et des « oui de précaution » il reste que l'immense majorité (seule la fédération des Yvelines a voté contre) du Parti s'est rassemblée sur un même document de base, que celui-ci constitue donc une référence commune à tous dans laquelle se trouvera également en tout état de cause la plate-forme du futur candidat socialiste à l'élection présidentielle.

Deux autres points d'accord ont également marqué les délibérations de dimanche : d'une part pour exclure l'idée que la Convention ordinaire qui se réunira en avril pour traiter de la politique internationale puisse remettre en cause la ligne de Metz ; d'autre part pour que le congrès extraordinaire qui aura à désigner le candidat socialiste pour 1981 soit renvoyé à la fin de l'année, ce qui devrait faire cesser certaines surenchères internes et externes au Parti auxquelles on a assisté depuis quelques mois. Ni Michel Rocard ni Pierre Mauroy n'ont en tout cas contredit la remarque de François Mitterrand à savoir que « chacun a de ce fait pris une sorte d'engagement moral de ne pas entretenir la





Paul Quilès.



Laurent Fabius.



Michel Rocard.





François Mitterrand avec Jean Pronteau et Charles Tillon, à l'émission « Cartes sur table ».







Pierre Mauroy



Pascal Lebrun

Forum de discussion



Lionel Jospin

préparation d'une décision que personne ne demande ».

3°) *La confirmation de la stratégie*

Que ce soit pour s'en féliciter ou pour le déplorer, tous les commentateurs — à l'exception des communistes qui multiplient les contrevérités pour dissimuler leur dépit de voir le P.s. demeurer ferme sur ses positions — ont souligné que la Convention d'Alfortville avait confirmé l'attachement des socialistes à l'union de la gauche. Les mêmes avaient pourtant annoncé que le mauvais coup porté à l'union par Georges Marchais justifiant de Moscou l'intervention soviétique en Afghanistan pèserait lourd sur les délibérations du P.s.

Il serait erroné de dire que l'incroyable prestation télévisée du secrétaire général du P.c.f. nous a laissés indifférents. Mais elle n'a eu en aucune manière l'effet que certains attendaient. Lionel Jospin a traduit la pensée de chacun quand il a souligné que ni l'intervention soviétique ni l'adhésion que lui apporte le P.c.f. ne sont de nature à remettre en cause nos analyses et notre stratégie. C'est au contraire au moment où la direction du P.c.f. trahit l'union et sacrifie les intérêts des travailleurs français que le Parti socialiste doit tenir bon plus que jamais et maintenir ainsi l'espérance. Jean Poperen a justement souligné que « les dirigeants communistes espèrent encore que c'est nous qui craquerons. Il faut que la terrible épreuve qu'ils nous ont inposée soit menée à son terme ».

Dans l'émission « Cartes sur table » de lundi soir, François Mitterrand a clairement expliqué que l'union de la gauche ce n'est pas seulement un accord entre Georges Marchais et lui-même (qui apparaît en effet impossible pour longtemps) et que l'aspiration à l'unité des militants socialistes et communistes, de l'ensemble des travailleurs et des exploités demeure une force considérable dont le P.s. n'entend pas cesser d'être le dépositaire.

La violence de la réaction des dirigeants communistes cherchant à assimiler Mitterrand et Giscard montre d'ailleurs mieux que tout commentaire où ils voudraient pousser le Parti socialiste. A l'heure où elle choisit de revenir au langage et au comportement des années cinquante, où elle s'enferme à nouveau dans l'isolement et dans l'imprécation à l'égard de tout ce qui n'est pas elle-même, rien n'est plus redoutable pour la direction du P.c.f. qu'un P.s. demeurant unitaire et capable de rassembler autour de lui toutes celles et tous ceux qui refusent de désespérer. Un P.s. dont Georges Marchais aura quand même bien du mal à faire croire qu'il fait chorus avec la bourgeoisie quand, dénonçant l'intervention soviétique en Afghanistan, comme il a dénoncé celle des Etats-Unis en Amérique latine et au Vietnam ou celle du gouvernement français en Centrafrique, il se trouve en compagnie des Partis communistes italien, espagnol, roumain ou yougoslave.

4°) *La réponse à la droite*

Car les conclusions de la Convention d'Alfortville ont été également une réponse claire aux offres du Pouvoir et des partis de droite qui croient habile de multiplier les clins d'œil en direction des socialistes.

Le contenu même du Projet adopté, le refus de renoncer à la stratégie unitaire, la condamnation sans réserve de la politique Giscard-Barre enlèvent toute crédibilité aux affirmations selon lesquelles des convergences existeraient entre le P.s. et telle fraction de la majorité. La Convention l'a dit sans équivoque : il n'y a pas, il n'y aura pas d'entente possible avec le pouvoir actuel, qu'il soit giscardien ou R.p.r.

La complexité objective du Parti communiste et de l'Elysée — c'est par exemple la première fois que le journal de 13 heures de T.f. 1 consacre plus de trente-cinq minutes à l'interview en direct d'un homme politique quel qu'il soit — fait du Parti socialiste le seul véritable adversaire du Pouvoir. Et reconnu comme tel puisque « le Point » nous révèle cette semaine que la consigne qui circule à l'U.d.f. est désormais la suivante : « Plus une attaque contre le R.p.r. Feu sur le P.s. ! »

Les hommes du Pouvoir sont en effet parfaitement conscients de la force que peut acquérir le Parti socialiste si devant le retour du P.c.f. à l'ère du stalinisme et de la guerre froide il devient le pôle de rassemblement de tous ceux qui veulent le changement. Si, comme il est probable, le gouvernement avait délégué des observateurs à Alfortville, ils ont dû être déçus : ils n'y ont pas trouvé le parti déchiré, exangue, découragé qu'ils espéraient, mais un parti divers certes, mais résolu et capable de se rassembler pour le grand combat qui l'attend et pour lequel les circonstances intérieures et extérieures lui donnent aujourd'hui une responsabilité historique.

C.g.t.: esprit du 40e Congrès es-tu là ?

L'affaire afghane a prouvé, à travers un certain nombre de prises de position, que l'esprit d'ouverture du 40e Congrès soufflait encore à la C.g.t.

Sygma



Georges Séguy avec André Lajoignie et Charles Fiterman.

PAR MICHELE KESPI

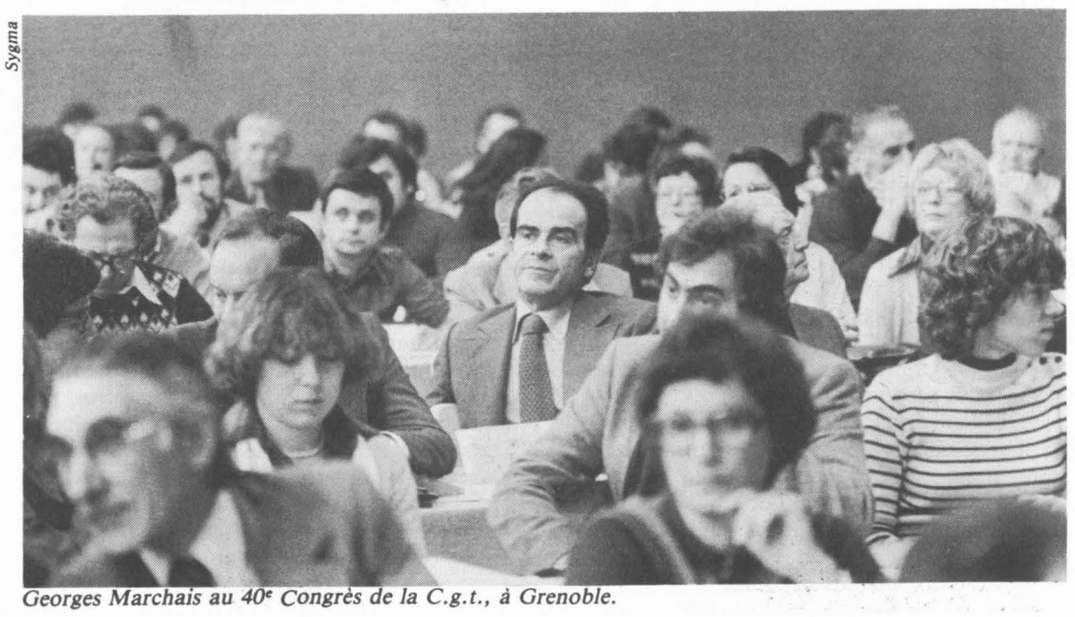
TREIZE jours de silence. Et une pirouette : un texte publié le mardi 8 janvier par la C.g.t. sur l'Afghanistan. Un petit chef-d'œuvre de neutralité qui réussit le miracle de ne pas soutenir l'U.r.s.s., sans pour autant la condamner. Un rappel des principes de non-ingérence et d'autodétermination des peuples. Une conclusion oh ! combien prudente : « La C.g.t. apprécie et suivra l'évolution de la situation, et souhaite que le peuple afghan puisse se déterminer en toute indépendance. » D'ailleure, pour contribuer à « une information la plus complète possible », une délégation de la C.g.t. va se rendre en Afghanistan. Vérifier, peut-être, si les chars russes y sont bien...

Mais il faut croire que l'esprit d'ouverture du 40e Congrès de Grenoble souffle encore dans la C.g.t. Ces déclarations ambiguës, ces vagues souhaits n'ont pas suffi. On l'a vu lors de la réunion de la Commission exécutive de la C.g.t., le 8 janvier : quatre-vingt-cinq personnes réunies rue Lafayette pour adopter, ou refuser, la position de la direction, présentée dans un rapport de Joannès Galland, ancien inspecteur des P.t.t., secrétaire confédéral depuis cinq ans. A la Commission exécutive siègent, entre autres, les représentants des fédérations et des régions, communistes à 90 % : beaucoup de mains se sont donc levées pour approuver la direction. Rien d'étonnant à cela.

Les cinq socialiste de la C.e. ont, évidemment, voté contre le texte. Dinah Caudron, Jeanine Parent, Pierre Feuilly, Pierre Carrassus et Claude Germon ne pouvaient admettre, cela n'a rien de surprenant, que la C.g.t. ne condamne pas l'intervention soviétique en Afghanistan. C'est non seulement une question de principe — ne pas accepter l'inacceptable — mais aussi un souci réel de l'avenir de la C.g.t., comme Jeanine Parent l'a expliqué au « Monde » le 14 janvier : « La C.g.t., ayant réaffirmé à son 40e Congrès sa fidélité à l'union de la gauche, va se trouver dans une position délicate par rapport à la base et à ceux qui lui font confiance si elle ne se démarque pas plus nettement des positions du Parti communiste français. » Cette inquiétude, ces positions ne sont pas nouvelles.

La surprise est venue d'ailleurs. L'unanimisme, à la C.g.t., n'existe plus. Des militants, et non des moindres, ont manifesté leur désapprobation des positions confédérales en s'abstenant de voter le texte proposé. Se sont abstenus : Jacqueline Lambert, René Buhl, Gérard Gaumé, Jean-Claude Laroze, Livio Mascarello, Ernest Deiss, Jean-Louis Moynot (communiste) et Christiane Gilles (communiste également). C'est-à-dire, tout simplement, la moitié des membres du bureau confédéral, instance dirigeante de la C.g.t. ! Les abstentionnistes ont exprimé clairement leurs raisons au cours d'un des plus durs débats internes qu'ait connu la commission exécutive : l'affaire est trop grave pour que la C.g.t. reste dans le flou artistique ; elle doit désapprouver l'Union soviétique ou l'on revient quinze ans en arrière. Le mutisme, les pirouettes ne sont plus de mise. La crise déclenchée par l'affaire afghane dans la C.g.t. est aiguë : on verra qu'elle se poursuivra lors du Comité confédéral des 23 et 24 janvier, où la bagarre sera encore plus dure. Et les dirigeants cégétistes ne peuvent plus aujourd'hui accuser des éléments « extérieurs » ou mal intentionnés de vouloir nuire à l'organisation, puisqu'ils sont

Sygma



Georges Marchais au 40e Congrès de la C.g.t., à Grenoble.

contestés, pour la première fois, et sans ménagements, par des dirigeants cégétistes communistes.

Bizarrement, la C.f.d.t. semble minimiser cette évolution pourtant non négligeable.

Il faut dire que l'on a été échaudé, rue Cadet, par une entrevue avec des représentants de l'ambassade soviétique, la semaine passée. « J'ai vraiment vécu là ce qu'était l'affrontement avec un système de pensée dans lequel il n'y a aucune faille du point de vue de la logique totalitaire, raconte Edmond Maire. Les représentants de l'ambassade nous ont expliqué que l'U.r.s.s. était la patrie du socialisme et du progrès. A leurs frontières, là où existait un régime féodal, arriéré mais stable depuis soixante-dix ans, de « pseudo-rebelles » créent une situation incertaine. Auriez-vous voulu, nous a-t-on demandé, que les choses tournent mal pour les idéaux progessistes ? Nous évoquons les droits des peuples à l'autodétermination. Réponse : le peuple afghan est illettré à 95 %, comment connaître son opinion profonde ?... Nous attirons leur attention sur les risques de déstabilisation internationale. Eh bien, nous dit-on, les risques de guerre sont fomentés par les Américains et, en intervenant, nous donnons plus de chances à la paix... » On estime, à la C.f.d.t., que « l'ombre de Kaboul plane sur le mouvement ouvrier français ». Et l'on se montre sceptique sur une évolution positive de la C.g.t. Interrogé sur les divergences au sein de cette centrale, Edmond Maire répond : « Nous ne sommes pas aveugles. Mais notre problème, c'est la réalité et nous considérons que les positions d'une organisation sont celles qu'elle exprime publiquement. Nous savons que si la C.g.t. décidé d'appliquer la ligne de Kaboul, elle passera. Et ses opposants, ou sortiront de force, ou sortiront d'eux-mêmes. »

Ce n'est pas, pour l'instant, leur intention. Car ils savent que, parmi les militants, y compris les communistes, l'emprise du P.c. sur la C.g.t. est de plus en plus mal supportée. « Le plus important, estime Claude Germon, est qu'il existe aujourd'hui à la C.g.t. un courant qui s'affirme, qui dépasse largement les clivages politiques pour condamner l'intervention de l'U.r.s.s. et demander le retrait immédiat des forces soviétiques d'Afghanistan. »

De nombreux militants étaient montés à la tribune, lors du Congrès de Grenoble, pour dénoncer le manque d'autonomie du syndicat par rapport au Parti communiste. Comment ne seraient-ils pas aujourd'hui derrière ceux qui, à la C.g.t., condamnent l'intervention soviétique en Afghanistan ? Comment ne désapprouveraient-ils pas ceux qui, à la C.g.t., écoutent un peu trop les sirènes du P.c. ? ●

La spirale corse

La montée de l'autonomisme, les attentats et les plasticages auraient dû alerter le Pouvoir sur la gravité de la situation et le convaincre de changer d'attitude. Il a fait le choix inverse

PAR JEAN-LOUP REVERIER

TROIS morts en Corse. Trois de plus. Et six blessés dont certains dans un état grave. Le pire est que ce qui vient de se produire était prévisible. Faut-il donc en arriver là pour que l'opinion française soit informée de ce qui se passe dans l'île ? L'Etat français n'a-t-il donc pas tiré de leçons des événements qui s'étaient déroulés, en 1975, à Aléria et Bastia ?

Le déroulement des faits paraît très similaire dans les deux cas. A Aléria, malgré la gravité des faits relevés contre eux, de gros producteurs de vin continuaient de frauder au détriment des petits producteurs sans que la Justice s'en soucie le moins du monde. Tout est parti de là. D'une simple revendication de justice formulée depuis la cave occupée des fraudeurs. Le gouvernement a réagi par la fermeté et deux policiers ont été tués. Non depuis la cave mais par des tireurs isolés, placés derrière eux, qui n'ont jamais été identifiés. La France s'est alors penchée sur la Corse et ses particularités politiques, économiques, sociales et culturelles. Prenant en compte cette situation, le Parti socialiste a créé une commission d'où est née une proposition de loi portant statut particulier pour l'île. A l'inverse, les gouvernements Chirac et Barre ont privilégié la fermeté, assortie d'un saupoudrage de crédits. Leur importance (quatre cent soixante-six millions de francs pour l'exercice 1979-1980) pourrait rendre le mécontentement des Corses incompréhensible. En réalité, leur utilisation privilégiée en faveur du tourisme au détriment des autres activités et notamment d'une industrialisation adaptée qui fait cruellement défaut, la situation de quasi-monopole de certaines entreprises de travaux qui absorbent une part importante des crédits, le refus de mettre en valeur certaines richesses du sol et du sous-sol propres à l'île, le coût trop élevé des liaisons avec le continent et l'absence de consultation des habitants sur les grandes orientations économiques de la Corse obligent à relativiser l'impact des subventions gouvernementales.

Fraude et clans

Par ailleurs, certaines promesses non tenues pèsent lourd. Ainsi dix-huit mois après la date d'ouverture prévue pour l'université de Corte, ses plans n'ont encore été confiés à aucun architecte. Dans ces conditions, c'est peu de dire que les Corses ont le sentiment qu'on se paie leur tête. D'autant que la fraude électorale et le système des clans pèsent comme une chape de plomb sur la vie politique. Aussi certains en sont-ils venus à considérer, à tort, que seule la violence peut mettre un terme à tous ces abus. La montée de l'autonomisme, l'apparition d'indépendantistes, les attentats et les plasticages auraient dû alerter le Pouvoir sur la gravité de la situation et le convaincre de changer d'attitude. Il a fait le choix inverse.

Les autonomistes ont été déférés par dizaines devant la Cour de sûreté de l'Etat, ce tribunal d'exception sourd à leurs arguments. Les effectifs des forces de l'ordre ont été renforcés dans l'île. Et, pour para-



Le sénateur Marcel Debarge à Ajaccio.

Le train-train d'une grève

Il ne suffit pas que des revendications soient justes, encore faut-il qu'elles soient comprises ...

PAR CHRISTINE COTTIN

UN ou deux agents de conduite par locomotive ? A la S.n.c.f., la bataille fait rage. Dans cette guerre d'usure commencée depuis plus d'un an, le 14 janvier s'annonçait comme une date fatidique. C'est ce jour-là, en effet, que la direction de la S.n.c.f., mettant en application le décret ministériel d'août 1979, imposait sur la ligne Paris-Marseille la conduite des trains de marchandise par un seul agent.

« A la faveur de l'installation sur la ligne Paris-Marseille d'un dispositif nouveau renforçant la sécurité et utilisant, en particulier, une liaison radio entre les mécaniciens et les organismes de régulation de la circulation, la présence sur les trains de marchandises d'un second agent n'est plus nécessaire sur cette ligne », se borne à dire la direction. Une affirmation que la C.g.t. (54,4 % des syndiqués chez les agents de conduite) et la C.f.d.t. (15,6 % chez les mêmes syndiqués) contestent pied à pied. « Un mécanicien, explique Michel Goraud, responsable des cheminots C.f.d.t., doit déjà appuyer à intervalles réguliers sur une pédale avec le pied, sur un levier avec la main. Il ne doit pas quitter la voie des yeux tout en surveillant la signalisation extérieure et les compteurs du tableau de bord. En même temps, il doit enregistrer les signaux sonores qui lui sont transmis. Au nom de la sécurité, la direction veut rajouter à toutes ces activités une communication radio supplémentaire et supprimer l'agent qui, jusqu'à présent, assistait le mécanicien. Un peu gros ! »

D'autant plus gros, pour la C.g.t. et la C.f.d.t., que cette mesure entraînerait dix mille suppressions d'emploi. La direction de la S.n.c.f. l'a d'abord pris de très haut. Pas plus de six cents suppressions de poste, affirmait-elle catégorique, laissant entendre qu'une fois de plus, les syndicats avançaient n'importe quels chiffres.

L'ampleur de la participation au mouvement national décidé par la C.g.t. et la C.f.d.t. d'une part, les autonomes d'autre part, sur d'autres revendications mais aux mêmes dates, les 14 et 15 janvier, ont semble-t-il, amené la direction à revoir ses positions. Désormais, elle reconnaît que la suppression d'un des deux agents de conduite entraînera la disparition de cinq mille postes. On est loin des six cents avoués au départ.

Bien sûr, il ne s'agirait pas de licencier mais de reclasser. « On les connaît leurs reclassements, dénonce un cheminot C.g.t. Rien qu'en 1978, pour des motifs économiques, médicaux, disciplinaires ou pour insuffisance de travail, la S.n.c.f. a licencié deux mille huit-cents personnes. Pas mal, non ? » Et ce sont bien sûr les auxiliaires et les contractuels qui tombent les premiers. Avec une percée chez les garde-barrières qui voient disparaître purement et simplement leur passage à niveau.

La suppression d'un « roulant » sur deux ne suffit pas à expliquer une participation aussi massive, même dans les bureaux, des deux cent soixante-dix mille cheminots que compte la S.n.c.f. Si les autonomes affirment ne se battre que pour les conditions de travail, la C.g.t. et la C.f.d.t. avancent aussi d'autres revendications. « Ce n'est plus un mystère pour personne, dénoncent ces deux syndicats, l'accord salarial signé en 1979 est le plus mauvais depuis dix ans. C'est vrai que si l'indice Insee annonce une hausse de 11 % du coût de la vie en un an, nos salaires en fin d'année auront augmenté de 11 %. Mais alors que la vie augmente de 4 % pendant le premier trimestre, on nous octroie royalement, pour la même période, 1,5 % d'augmentation. Si bien que toute l'année, nos salaires courent après les prix sans jamais les rattraper. » L'accord de 1971, par exemple, prévoyait une provision versée dès le début de l'année. Voilà pourquoi la C.g.t. et la C.f.d.t. avaient accepté de le signer.

Aujourd'hui la direction avoue que 17 % des salariés — hors statut non compris — ne gagnent pas trois mille francs net par mois. Les syndicats, eux, assurent que plus de cent trente-cinq mille cheminots — un sur deux — ne touchent pas trois mille six-cents francs mensuels pour un peu plus de quarante heures de travail par semaine.

Si l'on ajoute à cela des astreintes importantes dues à la nécessité d'assurer un service vingt-quatre heures sur vingt-quatre avec des dimanches trop souvent travaillés, on s'explique que quatre trains sur cinq n'aient pas quitté leur voie de garage lundi et mardi derniers.

Premiers pénalisés, les usagers. Une enquête menée auprès d'une centaine d'entre eux montre qu'ils ignorent tous les motifs qui poussent les cheminots à faire grève. « C'est la faute des media qui ne font pas leur travail d'information, ou plutôt, qui le font de façon à favoriser le point de vue de la direction », rétorquent les syndicats. Sur ce point-là, difficile de dire le contraire.

« Et puis nous distribuons des tracts dans les gares, les jours de grève », ajoute un syndicaliste. Soit. Il n'empêche que les usagers, dans leur grande majorité, continuent d'ignorer le bien-fondé des grèves qui les frappent de plein fouet.

Dans les fédérations de cheminots, les questions sur de nouvelles formes d'action possible, moins désagréables pour les usagers, ne sont pas bien perçues. En bref, on a la prérogative syndicale chatouilleuse : chacun dans son pré et les vaches seront bien gardées. En clair, faites votre métier et nous on défendra les cheminots.

Une question n'en demeure pas moins posée. Le mécontentement des usagers existe. Joue-t-il plus contre la direction de la S.n.c.f. ou contre les grévistes ? Eluder le problème ne l'empêche pas de se poser.

Du côté de la direction, on l'a bien compris. Et l'on n'hésite pas à s'approprier le ras-le-bol des usagers pour le renvoyer en boomerang contre les grévistes. ●

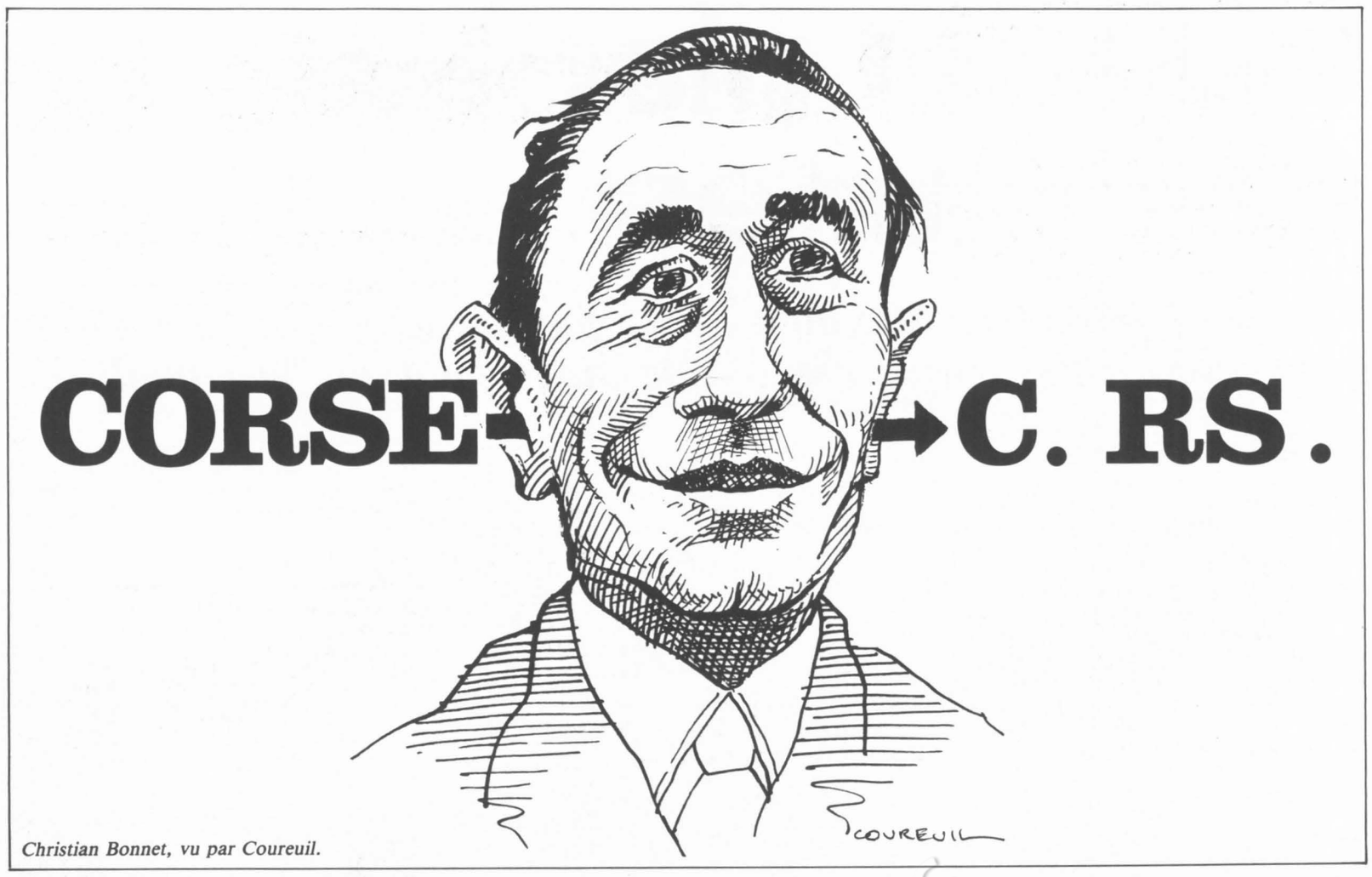
chever le tout, un réseau de barbouzes appelé Francia (« Front d'action nouvelle contre l'indépendance et l'autonomie ») a été mis sur pied en 1977. Francia a dès lors multiplié les coups de main et les attentats. Plusieurs militants socialistes corses en ont été victimes, ce qui prouve, si besoin était, que Francia n'est pas une machine de guerre dirigée simplement contre ceux qui voudraient porter atteinte à l'unité de la Nation. On estime aujourd'hui que le bilan des activités de Francia est devenu plus lourd que celui de ses adversaires. Ce qui n'a pas empêché le gouvernement et les grands moyens d'information de tout mettre sur le compte des autonomistes. Rares sont les Français qui avaient entendu parler de ce réseau de barbouzes avant le 6 janvier dernier.

Ce jour-là, un commando de trois hommes se dirige vers Bastelica, un village de six cents habitants situé à une vingtaine de kilomètres d'Ajaccio. Qui sont ces hommes qui transportent un véritable arsenal dans le coffre de leur véhicule ? Pierre Bertolini, ancien chef de la protection civile et de la lutte contre l'incendie à la préfecture d'Ajaccio, passe pour l'un des responsables de Francia. Il a perdu un jambe et un œil dans un attentat, le 8 décembre 1978. Alain Olliel, porteur de cartes du Sac et du R.p.r., membre de Francia, exerce la profession d'armurier malgré une condamnation à deux ans de prison pendant son service militaire, en 1972, pour vol d'armes à la base aéronavale d'Aspretto. Le troisième homme, Yannick Léonelli, est un autonomiste infiltré depuis quelques mois dans Francia. C'est lui qui prévient ses amis, à Bastelica, de l'expédition punitive organisée le 6 janvier. Elle vise Marcel Lorenzoni, éleveur de chèvres et leader autonomiste, qui a été condamné à un an de prison avec sursis après l'affaire d'Aléria.

Un « comité d'accueil » est mis en place à Bastelica. Le commando de Francia est neutralisé sans violence. Ses membres sont interrogés par les militants autonomistes. Soucieux de légalité, ils invitent le capitaine Alain Trévisiol, commandant la compagnie de gendarmerie d'Ajaccio, à assister à l'interrogatoire. Jusque-là tout va bien.

Les choses se gâtent lorsque les militants de Bastelica, rendus prudents par l'impunité absolue dont a bénéficié Francia jusqu'alors, décident d'organiser une conférence de presse avec leurs « prisonniers » avant de les remettre à la Justice. Compte tenu des « aveux » d'Olliel et Bertolini quant à leur participation à divers attentats (notamment 45 plasticages) et en raison des précisions apportées par Olliel sur les appuis dont bénéficierait Francia en haut lieu — le nom de Dominique Renucci, directeur de cabinet du préfet de région, a été cité ainsi que celui de Jean Riollacci, ex-préfet de région devenu conseiller du président de la République —, les hommes de Bastelica sont déterminés à éclairer la presse sur ce qui se passe vraiment en Corse.

La réaction du gouvernement ne se fait pas attendre. Le 8 janvier, Bastelica est isolé, le téléphone coupé et mille huit cents C.r.s. et gendarmes — moins du tiers selon le préfet — avec hélicoptères, voitures blindées et automitrailleuse en font le siège. Soit un engagement de forces trois fois supérieur aux effectifs lancés sur Kolwezi... pour empêcher une simple conférence de presse ! Fallait-il que l'on redoute en haut lieu ces révélations sur les liens du Pouvoir avec les barbouzes de Francia et du Sac. Malgré l'importance du dispositif policier, les militants de Bastelica réussissent à disparaître dans la nature avec leurs « prisonniers ». Vers trois heures du matin, le 9 janvier, une trentaine d'autonomistes, dont certains viennent de Bastelica, investissent l'hôtel Fesch, tout près de la préfecture. Ils n'ont toujours qu'une idée en tête : pouvoir tenir une conférence de presse et démontrer l'existence des barbouzes. Pour faire pression sur les autorités, ils décident de retenir les clients de l'hôtel.



Christian Bonnet, vu par Coureuil.

Une fois encore, l'ordre sera donné par le ministère de l'Intérieur de ne pas accepter cette simple revendication. Le téléphone de l'hôtel est coupé, ce qui empêche les clients de rassurer leurs familles. Un important dispositif policier isole l'hôtel. Plusieurs tentatives de médiation, dont celle du docteur Siméoni, sont rejetées par la préfecture. Mgr Thomas, évêque d'Ajaccio, préconise l'« apaisement » et demande à Christian Bonnet de « penser à la vie humaine plus qu'à la légalité ». Le ministre de l'Intérieur lui répond qu'il refuse de négocier avec des preneurs d'otages. Un collectif qui regroupe quarante-quatre organisations de gauche (politiques, syndicales et professionnelles) n'a pas plus de succès dans ses tentatives. Et dans la nuit du mercredi au jeudi, l'inévitable se produit : trois morts et six blessés sont à inscrire au passif de la fermeté obstinée, de la passion, de la provocation et des « bavures » policières.

Le Parti socialiste dépose alors des questions à l'Assemblée nationale et au Sénat et réclame la constitution d'une commission parlementaire d'enquête « pour faire toute la lumière sur ces tragiques événements et sur leurs causes directes et indirectes. » Il dépêche dans l'île, les 10, 11 et 12 janvier, une mission composée du sénateur Marcel Debarge et des députés Christian Laurissergues et Guy Bèche.

« Nous avons rencontré le préfet, l'évêque, le Collectif de quarante-quatre organisations et les adjoints au maire (démissionnaire) de Bastelica, explique Debarge. Nous nous sommes également entretenus avec la population et avec les clients de l'hôtel Fesch. Ceux-ci, qui récusent le terme d'otage et considèrent qu'ils étaient simplement « retenus », ont très mal accueilli l'intervention du ministre de l'Intérieur. Elle leur est apparue comme une provocation. A l'évidence, les Corses ont soif de justice. Ils n'acceptent pas qu'il y ait deux poids deux mesures, selon qu'il s'agit des autonomistes ou des barbouzes. Nous avons d'ailleurs demandé au préfet qu'il soit mis un terme aux activités de Francia et que le surprenant dispositif quasi militaire mis en place soit levé. »

Après l'enterrement des victimes et les manifestations organisées à Ajaccio et Bastia — tandis que l'assassin du C.r.s. Hubert Massol court toujours —, que va-t-il maintenant se passer ?

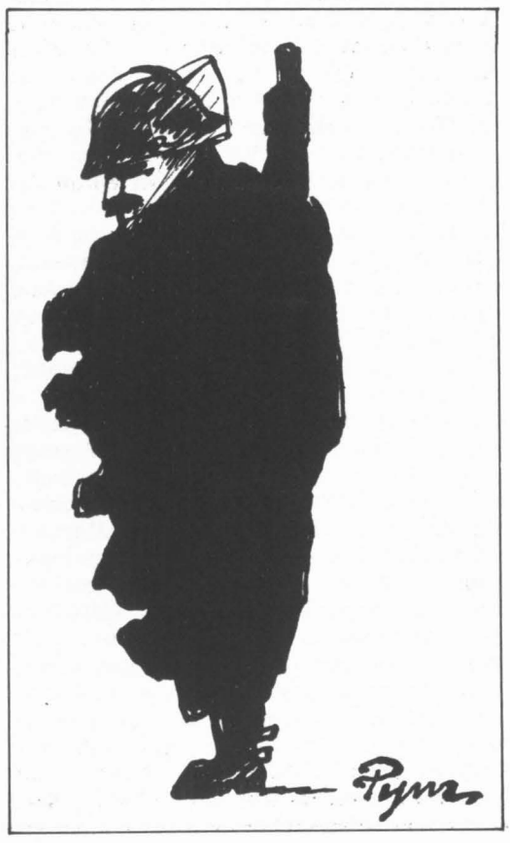
La balle est dans le camp du gouvernement. Si pour toute réponse — dans cette affaire qualifiée de droit commun par Bonnet —, la Cour de sûreté de l'Etat (?) devait réprimer les militants de Bastelica et de l'hôtel Fesch tandis que les barbouzes, actuellement inculpées et écrouées dans l'île, bénéficieraient d'une certaine indulgence, ce serait un nouveau déni de justice. Ces événements, pas plus que ceux d'Aléria, n'auraient servi à rien.

Le Parti socialiste, qui réclame depuis longtemps la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, a demandé, dans une résolution approuvée à l'unanimité par sa Convention nationale du 13 janvier, la libération des militants corses arrêtés à l'occasion de cette affaire. Il préconise aussi « la suspension des poursuites tant que ne sera pas garantie une justice égale pour tous. »

Par-delà les récents événements, révélateurs d'une justice à sens unique, d'une inacceptable volonté de contrôler l'information et d'une inquiétante détermination des autorités, parfois proches de la politique du pire, des problèmes de fond restent posés. Si le Pouvoir continue de nier l'identité culturelle de la Corse, d'y entraver la démocratie et de maintenir l'île dans son état actuel de sous-développement, tout porte à craindre que le sang ne coule à nouveau. ●




Obsèques d'une des victimes de la fusillade.



Inde : la planète des castes

En Inde, puissance atomique, tout passe encore par le système ultra-hiérarchisée des castes. Une autre galaxie, fascinante et monstrueuse

PAR GILBERT SANS



Sygma

IL était une fois, aux Indes, un paysan genre « moyen-pauvre » qui possédait une maison pour abriter sa famille, un bœuf et un lopin de terre qu'il cultivait assidûment. Ce n'était pas l'opulence, loin de là, mais on survivait. Le paysan, un jour, doit marier sa fille : tâche primordiale dans la vie d'un hindou respectueux des traditions et rites religieux. La chose ne peut se faire qu'avec éclat. Pour payer la fête, il emprunte cent roupies auprès du Brahmine — sorte de sage très religieux — de son village. Les intérêts du prêt sont énormes : plus de 300 % par an ! Mais comment faire autrement sans être mis au ban de la société. Il emprunte donc et un mois plus tard il doit au Brahmine cent roupies plus 30 % d'intérêts. Il parvient à rembourser alors quinze roupies et ne doit plus alors que cent quinze roupies... sur lesquels se mettent à courir les intérêts du deuxième mois. Le temps passe. Inexorable, comme on dit. Au bout d'une période relativement courte, ce paysan — qui continue à rembourser chaque mois — ne doit plus que... deux mille roupies. Le Brahmine lui dit alors : « Ta maison vaut huit cents roupies, ton champ huit cents, ton bœuf trois cents ; je les prends ; nous sommes presque quittes ; tu continues d'habiter « ma » maison, avec « mon bœuf » et de travailler sur « mon » champ ; pour payer les cent roupies manquantes de ta dette d'origine, tu travailleras pour moi. » Cela n'est malheureusement pas un conte et ce paysan n'était pas seul, mais une multitude, transformée en véritables serfs, les dettes se transmettant ; certaines ont couru durant six générations. Premier visage caractéristique de l'Inde « moderne ».

On pourrait poursuivre sans fin l'histoire... Arrive un jour une dame, nommée Indira Gandhi, qui supprime les plus anciennes et les plus odieuses de ces dettes, réglemente les autres. Elle s'y fera quelques tenaces ennemis. Ce ne seront pas les derniers. Les taux usuraires sont prohibés, un système de banques rurales créé, à un intérêt honnête. Fort bien, et le capitalisme rural — base réactionnaire traditionnelle de la société indienne — y trouve évidemment son compte car qui contrôle les banques rurales ? Pour l'achat des tracteurs et la modernisation des exploitations le système fonctionne parfaitement, mais a-t-on déjà vu une banque, fût-elle rurale et indienne, consentir des prêts pour le mariage des filles ? Les mœurs n'évoluant guère, le système — marginalement — continue. Un visage de l'Inde rurale. Bien sûr il en est d'autres. Multiples. Mais celui-ci éclaire déjà cruellement plusieurs réalités fondamentales de la société indienne : la soumission aux impératifs religieux et sacrés quoi qu'il en coûte, la domination d'un capitalisme agraire parfois ambitieux et dynamique, la popularité certaine d'Indira Gandhi, prochain Premier ministre après son récent triomphe électoral.

En Inde tout passe par le système ultra-hiérarchisé des castes et la dimension sacrée de la vie, jusque dans les moindres détails quotidiens. Aussi le voyageur ou l'observateur occidental est-il particulièrement désarmé pour appréhender justement la réalité de ce pays du haut de sa culture, chrétienne et rationnelle. Au plan politique, ni gauche ni droite : le rêve parfait de tout politicien bourgeois ! Mais à la place quelques milliers de castes et de sous-castes épousant le plus souvent étroitement les diversités géographiques régionales de l'Union indienne ainsi que les corporations professionnelles. Le tout se situant à des niveaux de développement économique et social les plus variés. L'organisation des castes se présente comme un jeu aux cartes innombrables, pigmenté par quatre « couleurs » dominantes et reconnues telles par tous (sans compter les nombreuses teintes pastel) : les Brahmanes, qui sont les sages de l'Inde, se consacrent aux fonctions religieuses et sacrées ; les Kshatryas, les Princes, dépositaires de la politique et de la force, représentent l'organisation matérielle de la société ; les Vaisyas, qui sont des mar-

Ni maître ni esclave

L'Inde ne veut ni s'aligner ni se soumettre à l'U.r.s.s., et pourtant l'agence Tass s'est déjà mise à l'heure indienne

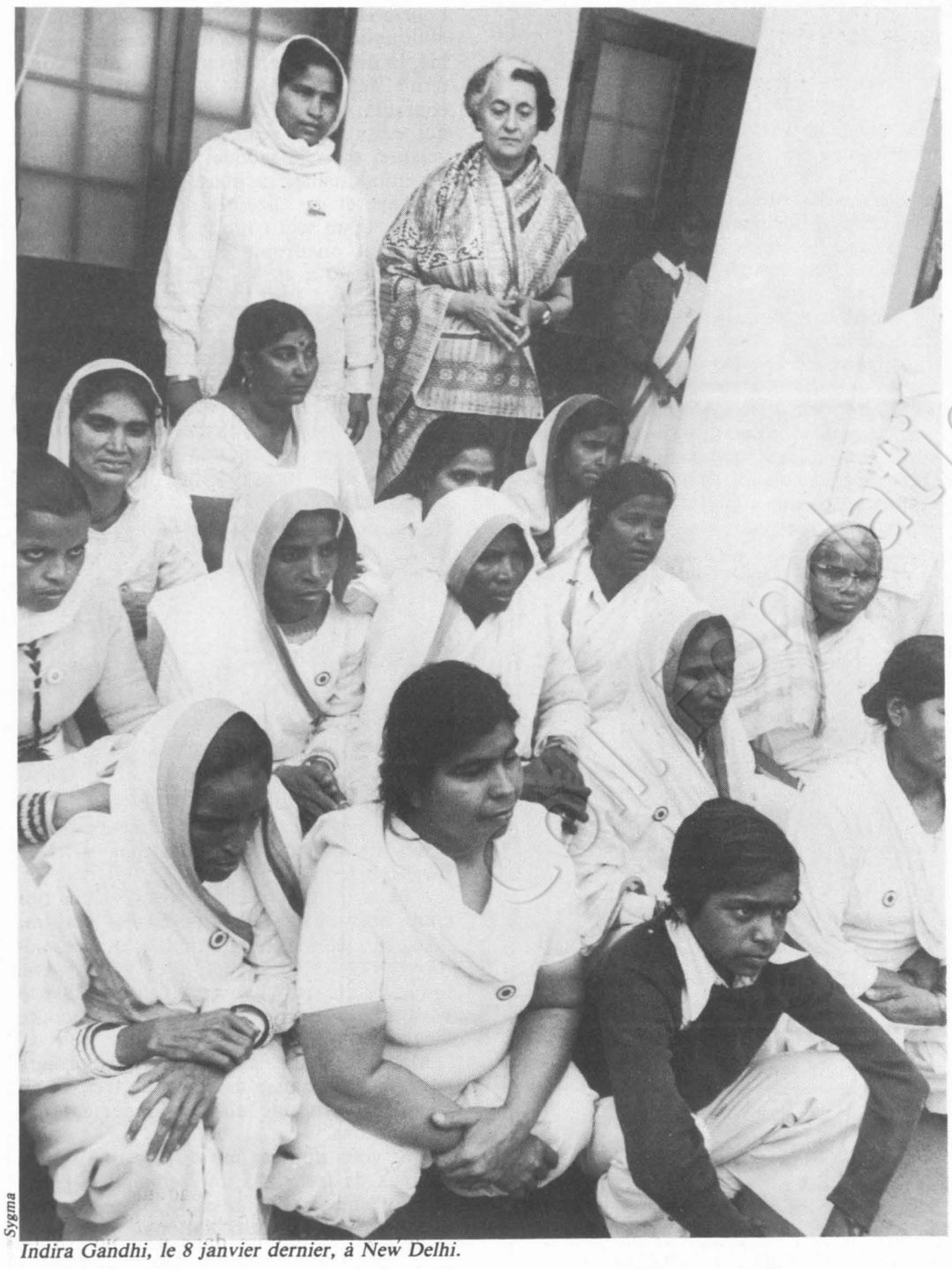
A l'image de son nouveau Premier ministre, l'Inde oscille entre le connu et l'inconnu. La chose est particulièrement frappante en politique étrangère. Forte d'une puissance jamais atteinte, alors même que le gouvernement n'est pas encore totalement formé, Indira Gandhi bénéficie déjà d'un soutien inégalé de la part des autorités soviétiques. Il est vrai que la période s'y prête et que les Russes ont un urgent besoin de quelque soutien... L'agence Tass s'est mise à l'heure indienne. Certes Moscou se méfiait particulièrement des politiciens prédécesseurs d'Indira qui avaient osé, à plusieurs reprises, faire cause commune avec Tito en faveur d'un non-alignement certifié non conforme à celui de Fidel Castro. Or, au sein de ce mouvement dont Nerhu fut un des leaders historiques, l'Inde occupe toujours une place considérable. Par ailleurs, depuis 1971, et pour vingt ans, un pacte d'amitié lie les deux géants. Il convient cependant de noter que ce pacte n'est nullement comparable à celui qui existait, par exemple, entre l'U.r.s.s. et l'Afghanistan : pas de clause d'assistance mutuelle au plan militaire. Ni maître ni esclave. A l'époque, c'est Indira Gandhi elle-même qui avait refusé cette clause proposée par les Soviétiques. Qu'on ne s'y trompe pas : il n'y a « d'amitié » réelle entre l'Union soviétique et l'Union indienne que dans la mesure où elle est réciproque. L'accord permanent, qui sera selon toutes probabilités maintenu sinon renforcé, est davantage l'expression d'un « rapport de forces » — avec de multiples composantes — que d'une vassalité ; du type « Je te tiens, tu me tiens... » Indira Gandhi s'identifie aux intérêts de son pays, d'autant que son personnage politique rejoint l'Histoire à grandes enjambées. L'attitude du nouveau régime indien est flagrante dans l'affaire d'Afghanistan. Après avoir condamné toute intervention extérieure dans les affaires intérieures d'un autre pays, Madame Gandhi a jugé simplement « regrettable » — c'est quand même peu dire — l'invasion soviétique. Depuis, comme l'Algérie et le Nicaragua, l'Inde s'est abstenue sur la question afghane à l'Assemblée générale des Nations-Unies. La position indienne a été globalisée. Pourtant, l'Inde est tout autant intéressée par la prise en tenaille du Pakistan, pro-américain, telle qu'elle se manifeste aujourd'hui que l'U.r.s.s. peut l'être par sa propre avancée vers le sud, vers les mers chaudes. Dignes successeurs des tsars de Saint-Petersbourg ! De ce point de vue, la vision politique de Madame Gandhi n'apparaît pas comme un facteur immédiat de paix et d'équilibre dans un sous-continent où l'installation de bases militaires dans l'océan Indien constitue une menace permanente pour la sécurité. L'Inde ne veut ni s'aligner ni se soumettre à l'U.r.s.s. mais le prévisible réarmement intensif du Pakistan — frère ennemi, frère maudit — constitue la donnée de base intangible de toute sa politique extérieure. Avec Indira, l'Union indienne effectue à chaud son retour sur la scène internationale. Les temps sont troubles, marqués par le nouvel expansionnisme soviétique qui introduit une psychose de guerre dans l'ensemble du sous-continent. Le connu : c'est sans doute le maintien des liens privilégiés avec le Kremlin. L'inconnu : le nouveau mode de relations avec la Chine et avec l'Iran. La Maison-Blanche, elle, se contente, pour l'instant, de saluer la « vitalité démocratique » de l'Inde.

Ricanements sur les bancs du fond.

G. S.

chands et donc l'oganisation nourricière de la société ; enfin les Sudras représentent les services, les paysans et les ouvriers. Réalité dominante que l'on fragmentera à l'infini, chaque caste dans chaque village possédant sa propre singularité. Le plus surprenant tient dans l'acceptation généralisée de ce système archaïque. Il est également vrai qu'il existe des Intouchables — la caste la plus basse — très enrichis à force de pratiquer des métiers qu'aucune autre caste ne veut ni ne peut assumer. Indira Gandhi est « l'homme » politique le moins soumis à l'implacable loi des castes. Elle joue, souvent sinon constamment, l'évolution et la modernité. Ne s'est-elle pas, elle-même, mariée en dehors de sa caste au grand scandale des gardiens du Temple ! Pour autant dans une telle société la résistance au changement est phénoménale (1). Sanjay Gandhi, le propre fils d'Indira, personnage par ailleurs peu louable et fort contesté, en fit l'amère expérience lors de la campagne en faveur du planning familial voici quelques années : la résistance des masses les plus pauvres jallit, spontanée. La propagande en faveur de la stérilisation devenant autoritaire, voire carrément forcée — on voyait alors des notables locaux et des fonctionnaires désigner d'office des « volontaires » pour la stérilisation, celui qui amenait un ami se faire stériliser touchait une récompense, etc. —, les excès fréquents, l'Inde connut des émeutes et compta ses morts, pour cause de refus de planification familiale. Mais au-delà des maladresses, pourquoi n'oserait-on plus dire aujourd'hui, ici comme ailleurs, combien la religion demeure bien souvent l'opium du peuple.

L'opium du peuple... Depuis longtemps l'Inde et ses mystères, l'Inde et sa misère, l'Inde et ses splendeurs aussi, fascinent le



Sygma

Indira Gandhi, le 8 janvier dernier, à New Delhi.

regard occidental comme une dimension absente. On se souvient de la ruée vers le sous-continent qui marqua les années soixante. Toute une jeunesse occidentale en mal de vivre débarqua alors, depuis les pentes de l'Himalaya jusqu'à Bombay et Calcutta. Le tourisme aujourd'hui continue de progresser et se diversifie. A Nouvelles Frontières, agence dont l'expérience n'est plus à démontrer, les voyageurs proviennent de différentes couches sociales. Depuis le routard, assailli de préoccupations philosophico-mystiques qui, lâchant tout, part pour plusieurs mois (Paris-Delhi ou Paris-Bombay, aller-retour, valable 1 an pour 3 050 francs. La même agence propose également un Amsterdam-Calcutta à 2 350 francs !) jusqu'au cadre exténué préférant le circuit organisé — ou à thème — voire le tourisme résidentiel, l'Inde fascine toujours son monde et représente manifestement dans la mentalité occidentale comme une rupture des consciences.

Voici donc le pays dont la fille de Nehru reprend le contrôle. Absolu. La société des castes est aujourd'hui une puissance atomique. Sur plus de six cent cinquante millions d'habitants, la classe ouvrière industrielle compte moins de dix millions d'individus. Encore est-il remarquable de noter que les nouvelles corporations professionnelles liées à la modernisation du pays se constituent toujours selon le symbolisme des castes : tel groupe s'appropriant les chemins de fer (et le syndicat qui va avec...), tel autre le pilotage des avions, etc. On voit assez mal, au moins dans les toutes prochaines années, comment une véritable lutte de classe, au niveau de l'Etat, dépassant la révolte spontanée, sporadique et désespérée des pauvres, pourrait interférer sur la réalité et l'organisation traditionnelle du pays. Les nombreux et fort dissemblables partis communistes et socialistes de l'Inde ne s'y trompent guère, qui se gardent bien de heurter de front le système actuel de pouvoir, rétrograde et religieux. Pour une période intermédiaire qui devrait être marquée notamment par un certain développement du tissu industriel, Indira Gandhi apparaît seule véritablement capable de souder une majorité de la population, des différentes ethnies, autour d'un projet commun. Un fait est incontestable, quels que soient les reproches — ils sont innombrables — que l'on adresse à la « dame de fer », depuis son retour l'Inde a une chance de retrouver son identité et les Indiens leur dignité. C'est du moins le sentiment qu'ils en ont. Rangeons nos règles à calcul et nos visions d'Occident. L'Inde n'est qu'une fausse démocratie. Aux dernières élections moins d'un électeur sur deux s'est rendu aux urnes ! Mais pourtant l'Inde existe. Au-delà de sa redoutable, et redoutée, soif de pouvoir, Indira Gandhi pourrait bien être la seule à connaître son propre projet politique et économique : « Quand l'Inde fait exploser un engin nucléaire, le monde entier s'inquiète au sujet de ce « grand danger » mais on ne critique pas les pays qui accumulent les bombes atomiques... Quand nous prenons des mesures pour améliorer notre situation économique, elles sont critiquées comme mauvaises !... Si nous sommes calomniés, à la vérité, ce n'est pas à cause des mesures que nous avons prises... mais parce qu'ils ont vu qu'un pays pauvre peut aller résolument de l'avant sans se soucier de ce que d'autres peuvent dire. » L'Inde existe. ●

(1) Signalons brièvement deux — admirables — livres sur la société hindoue :

— « le Modèle hindou », de Guy Deleury, chez Hachette.

— « Homo Hierarchicus », essai sur le système des castes, de L. Dumont, chez Gallimard.

Socialistes et eurocommunistes d'accord à Strasbourg

SI le débat sur l'emploi et plus précisément sur la réduction de la durée du travail dû à l'initiative du groupe socialiste a constitué l'un des points forts de la session de cette semaine du Parlement européen, l'événement politique majeur à Strasbourg a été la discussion, mercredi, sur les conséquences de l'intervention soviétique en Afghanistan.

Ce débat et les votes qui l'ont conclu ont fait apparaître trois données importantes :

1°) La volonté d'un certain nombre de parlementaires européens de droite (démocrates-chrétiens allemands, conservateurs britanniques, etc.) d'utiliser les graves événements actuels pour tirer un trait sur la politique de détente et revenir à un langage et à un comportement de guerre froide.

2°) L'isolement total du Parti communiste français, dont le porte-parole, Gustave Ansart, a provoqué quelques remous dans l'hémicycle quand il a osé invoquer « la grande tradition du mouvement ouvrier » pour justifier l'intervention soviétique en Afghanistan.

3°) Le rapprochement qui s'est confirmé à cette occasion entre le groupe socialiste européen et les communistes italiens. La rencontre qui a eu lieu, mardi soir, entre d'une part Enrico Berlinguer et Guido Fanti, d'autre part, Ernest Glinne et Claude Estier, a fait apparaître un large accord, concrétisé dans un texte qui a été voté en commun, pour condamner l'intervention soviétique, pour demander le retrait immédiat des troupes étrangères en Afghanistan, mais aussi pour refuser les sanctions économiques inefficaces et dangereuses et pour souhaiter que des initiatives soient prises rapidement au niveau de la Communauté européenne pour relancer la politique de détente et de désarmement.

Ce rapprochement qui peut donner lieu à de nouvelles initiatives communes dans le proche avenir illustre le propos tenu dimanche dernier par François Mitterrand sur les convergences entre certains objectifs de l'eurocommunisme et ceux du socialisme démocratique. A cet égard le Parlement européen a servi cette semaine de révélateur. ●



Afghanistan: ça sent le pétrole!

Grâce au général hiver, l'Armée rouge pousse son avantage sur la route du pétrole

PAR GUY PERRIMOND

L'AFGHANISTAN est, d'ores et déjà, un protectorat. Institution calquée sur celle de l'U.r.s.s., administration contrôlée par les Soviétiques et, partout, l'Armée rouge omniprésente. Sept divisions soviétiques sont déjà à pied d'œuvre, quadrillant le pays. Super-équipés, les militaires — le plus souvent issus des Républiques d'Asie centrale — sont présent dans et autour des grandes villes et semblent contrôler la quasi-totalité des grands axes routiers. Des aéroports de campagne ont été installés, les cols sont sévèrement contrôlés.

Profitant de l'avantage que lui donne, en plein hiver, le nombre et la puissance mécanique, l'Armée rouge tente de marquer des points sur une guérilla divisée, disposant de très peu d'armes, capable de mettre en échec chars et avions. Après avoir « contrôlé » l'armée afghane, les Soviétiques prépareraient une offensive de grande envergure, en particulier à l'Est du pays pour briser, là où elle est la plus virulente, l'opposition afghane.

Mais c'est vers l'Ouest, à la frontière iranienne, que les milieux diplomatiques regardent. Une division motorisée soviétique, la 61e, vient d'y prendre position. Or, l'Iran n'a jamais été désigné par Moscou comme aidant la guérilla. Dès lors comment expliquer les tâches imparties à ces dix mille hommes ?

L'essentiel des combats ayant lieu à l'est du pays, il est difficile de croire que cette division est là pour éviter les infiltrations. L'Iran, en dehors de protestations diplomatiques, n'ayant rien entrepris, il est difficile d'y voir une menace. Reste — et dans les milieux diplomatiques on le souligne avec force — qu'il suffirait à la 61e division que quelques heures pour couvrir les quatre cent quatre-vingts kilomètres qui la séparent de Bandar-Abbas, port pétrolier iranien sur le détroit d'Ormuz, c'est-à-dire un des points stratégiques de la route du pétrole, qu'il provienne d'Iran, d'Arabie Saoudite ou des Emirats. C'est dire si la présence soviétique tout au long de cette frontière, faisant écho à la présence militaire américaine en Arabie saoudite ou aux flottes rassemblées au débouché du détroit d'Ormuz, est lourde de sens.

Réduire l'intervention soviétique à la seule possibilité de rapprocher l'Armée rouge des champs pétroliers du Moyen Orient serait une erreur. Mais il est difficile de douter que cet élément n'ait pas été pris en compte. ●

Le boomerang alimentaire

Employée contre l'U.r.s.s., géant économique, l'arme alimentaire fait plutôt l'effet d'un pétard mouillé

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

DIX-SEPT millions de tonnes de céréales made in U.s.a. n'iront pas à Moscou. L'utilisation de l'arme alimentaire sur le terrain des représailles politiques n'est pas vraiment une surprise. Même si le candidat Carter s'était formellement engagé à ne jamais s'en servir, il y a beau temps que les Etats-Unis usent de leurs excédents agricoles comme d'un argument stratégique. Le Vietnam, l'Ethiopie et l'Angola en ont déjà été victimes.

De la même manière que l'Opep joue du pétrole, les Etats-Unis usent et abusent de leur puissance agricole. Le rapport de forces joue en leur faveur : les trois quarts de l'humanité dépendent peu ou prou des surplus agricoles américains. Chaque année, les Etats-Unis exportent trente-six millions de tonnes de blé, soit plus de la moitié du total mondial des exportations, et quarante-cinq millions de tonnes de céréales fourragères (près des deux tiers du total mondial). Il y a à peine trois mois était signé le contrat du siècle avec l'U.r.s.s. portant sur 25 millions de tonnes de céréales.

En l'occurrence, l'embargo sur les céréales était-il la meilleure réplique à l'invasion soviétique en Afghanistan ? Au plan de l'efficacité, il est permis d'en douter.

« C'est une absurdité, point. » Jean-Baptiste Doumeng, P.d.g. d'Interagra, le fameux « milliardaire rouge », n'y va pas par quatre chemins. Pour ce spécialiste français des échanges agricoles avec les pays de l'Est la décision américaine n'est rien d'autre que « de la propagande pour concierges ». « Vous ne pensez tout de même pas que cela va gêner l'U.r.s.s. ! C'est l'un des plus gros producteurs de blé dans le monde. Et pour nourrir le bétail, ils peuvent très facilement acheter du manioc sur le marché mondial ! Tout cela n'est pas sérieux. »

Trafic de perfectionnement

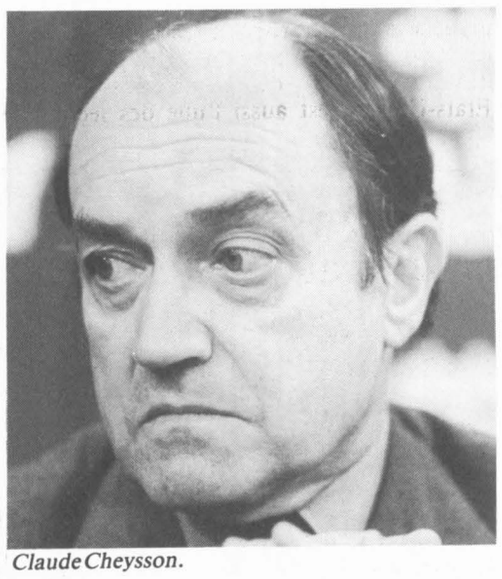
A l'inverse, selon certains spécialistes des échanges internationaux, l'Europe pourrait fort bien tirer parti de la situation. Les multinationales promptes à s'adapter aux circonstances pourraient par exemple développer le « trafic de perfectionnement ». Terme pudique pour désigner l'opération qui consiste à importer pour exporter vers d'autres destinations. Les ports européens deviendraient ainsi des plaques tournantes de l'exportation de céréales vers les pays de l'Est.

De fait, l'équilibre alimentaire de l'U.r.s.s. n'est pas gravement menacé. Seule la production de viande risque d'être affectée. L'embargo américain porte en effet aux trois quarts sur le maïs, aliment du bétail indispensable aux élevages modernes. Le déficit en céréales fourragères conduira donc d'abord à un abattage accéléré du bétail. Mais à ce surplus provisoire de viande succédera une longue période de pénurie et il faudra longtemps pour reconstituer le cheptel. A supposer que les Soviétiques ne parviennent pas à acheter ailleurs des aliments pour bétail de substitution.

Même dans cette hypothèse (assez improbable) la pénurie de viande n'aurait guère de chances de gêner politiquement le gouvernement soviétique. Certes Leonid Brejnev insistait encore récemment devant le plenum du Comité central sur la nécessité de « développer la production de viande qui croît très lentement » mais la population soviétique a depuis bien longtemps l'habitude d'affronter des pénuries alimentaires... Et de toute manière la carence en viande ne se ferait sentir qu'à partir du mois d'août prochain. D'ici là, tout peut arriver y compris une reprise des relations commerciales soviéto-américaines.

Employée contre l'U.r.s.s., c'est-à-dire contre une très grande puissance économique, l'arme alimentaire fait donc plutôt l'effet d'un pétard mouillé. C'est sans doute uniquement en vertu de son impact psychologique sur l'opinion publique américaine et mondiale que Carter l'a solennellement brandie. Mais ce coup de semonce est à double détente. Dans l'immédiat, c'est l'histoire de l'arroseur arrosé. Les fermiers américains sont les premiers concernés. Dès l'annonce de l'embargo les bourses de céréales de Chicago, Kansas City et Minneapolis ont été fermées pour quarante-huit heures afin d'éviter la panique. Entretemps l'administration Carter prenait la décision de racheter tous les contrats signés avec l'U.r.s.s. La facture retombe donc sur les contribuables américains : 2,25 milliards de dollars, soit neuf milliards de francs ! Pour résorber les excédents de maïs un plan de développement de la production de gasohol (essence + 10 % d'alcool, fabriqué grâce à la récupération de l'alcool de maïs) a été lancé.

Mais les cours ont tout de même baissé. Selon un courtier français la tonne de blé aurait déjà chuté de vingt dollars à la bourse de Chicago. Et pour la dizaine de multinationales qui trustent le commerce du blé, la décision de Carter représente à court terme des millions de dollars déguisés en courants d'air. Pour l'américaine Cargill, qui traite à elle seule le quart des céréales vendues dans le monde, l'embargo signifie un embouteillage coûteux dans les silos de stockage et des dizaines de bateaux immobilisés. D'un seul coup le fret international, qui avait quadruplé en quelques mois, a baissé de 30 à 40 %. Au Baltic Exchange, la bourse britannique de l'affrètement, les offres de relocation des bateaux affrétés par l'U.r.s.s. se multiplient.



Claude Cheysson.

« Le fret représente environ 10 % du coût du produit, explique Bruno Catton, président de l'Union nationale des coopératives agricoles de céréales. Pour une tonne de blé qui vaut deux cents dollars le voyage des Etats-Unis à l'U.r.s.s. coûte vingt dollars. »

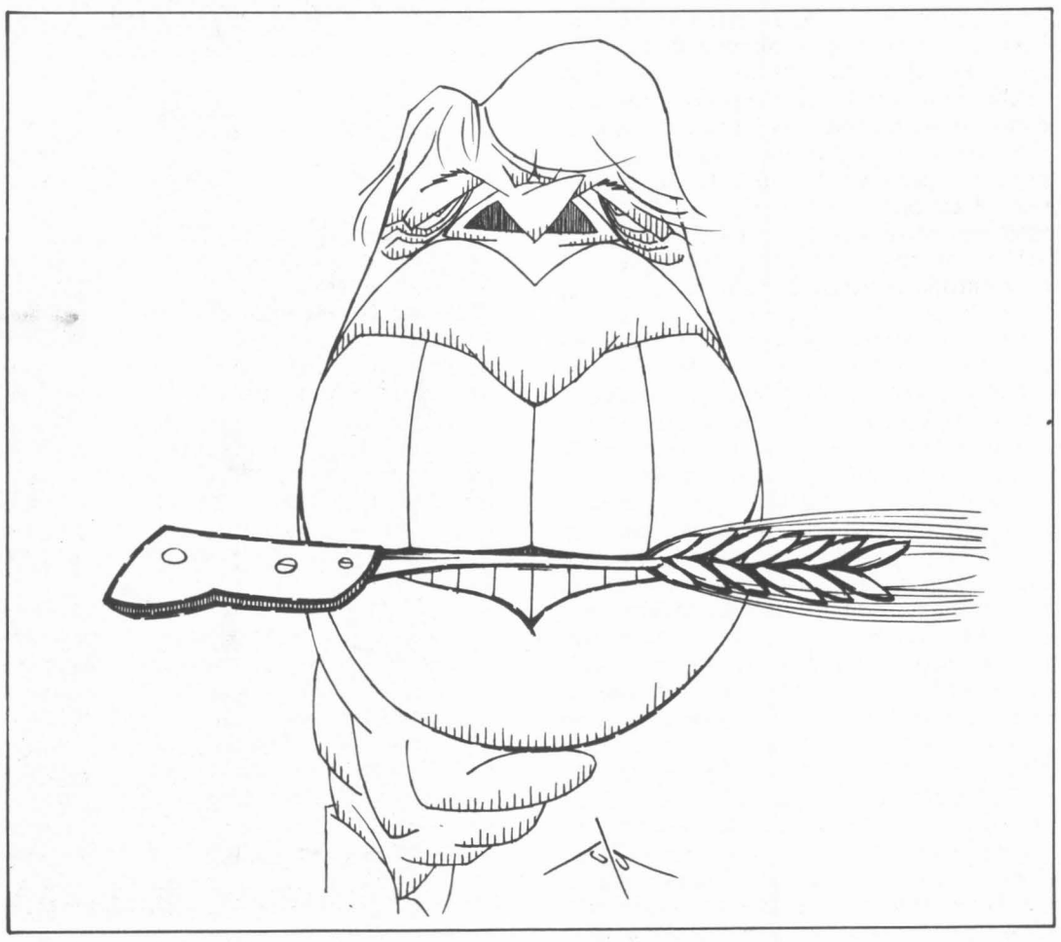
Mauvais coup pour les transporteurs maritimes, la baisse des taux de fret est en revanche favorable au développement des exportations.

« Si vous pouviez me dire ce que seront les taux de frêt dans une semaine je ferais une fortune et vous aussi », me répond un dirigeant de la multinationale française Dreyfus, spécialiste du commerce avec l'Union soviétique.

Mais les fermiers américains et les multinationales du commerce du grain ne sont pas les seuls touchés par l'embargo. Dix-sept millions de tonnes de céréales en surplus, c'est à coup sûr une baisse importante du prix mondial du blé. En 1979 la C.e.e. a produit cent treize millions de tonnes de céréales. La France, principal producteur, est aussi pratiquement le seul pays européen qui exporte du blé. Les deux tiers de ces exportations vont vers les partenaires de la C.e.e. Le reste, cinq à six millions de tonnes par an, sont vendues sur le marché international. Mais le prix des céréales européennes est déjà supérieur au cours mondial (40 % de plus pour le maïs, 30 % de plus pour le blé). Pour permettre les exportations la C.e.e. verse la différence sous forme de « restitutions » aux producteurs. Le budget actuel de ces subventions atteint déjà la bagatelle de soixante milliards de francs. Si le cours mondial baisse



Moisson aux Etats-Unis.



encore, l'Europe devra payer encore plus cher pour pouvoir exporter. Et surtout la concurrence va s'accroître. Il faudra bien que les dix-sept millions de tonnes de céréales américaines trouvent preneur. Et les céréaliers français craignent fort que cela se fasse au détriment de leurs marchés habituels : en Suisse, en Algérie, au Maroc, en Afrique Noire.

Dans ces conditions la C.e.e. a-t-elle intérêt à mettre ses pas dans les pas du grand frère américain ? Elle a déjà décidé l'embargo provisoire sur les céréales à destination de l'Union soviétique — les livraisons annuelles ne dépassent guère deux cent mille tonnes de céréales — et les subventions aux exportations de beurre vers l'U.r.s.s. sont suspendues. Certes la C.e.e. n'est pas de taille à remplacer les Etats-Unis comme fournisseur de l'U.r.s.s. Elle ne s'engage donc pas à grand-chose en promettant de ne pas tenter de se substituer aux Etats-Unis. L'attitude de la France est plus ambiguë : la Pologne et l'Allemagne de l'Est sont traditionnellement des acheteurs de blé français. Les livraisons seront-elles maintenues ? « Il y a eu des déclarations contradictoires, affirme Bruno Catton. Cela nous coûterait très cher de renoncer à ces clients. » D'ores et déjà l'Argentine et l'Australie, eux aussi exportateurs de céréales, ont fait savoir qu'ils livreraient éventuellement des céréales à l'U.r.s.s..

Et au nom de quoi suivre les Etats-Unis sur le terrain de l'arme alimentaire ? « Je ne crois pas qu'il soit de l'intérêt de nos pays d'envisager les problèmes de l'alimentation du monde en termes de puissance, a déclaré Claude Cheysson, commissaire européen chargé de la coopération au développement le 13 janvier au club de la presse d'Europe 1. Nous avons protesté contre le boycottage pétrolier. Nous devons avoir la même attitude en ce qui concerne un boycottage alimentaire. »

D'autant plus que si l'Europe risque d'être directement atteinte dans ses intérêts commerciaux par l'embargo américain, elle pourrait bien être demain à son tour victime de la guerre alimentaire. La C.e.e. est encore très dépendante du soja américain pour l'alimentation de son bétail. En 1973 Nixon n'a pas hésité à stopper les livraisons de tourteaux de soja pour faire pression sur la politique agricole commune. Il y a donc urgence pour l'Europe et plus encore pour les pays du tiers monde à réduire autant que possible leur dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. C'est aussi l'une des leçons de Kaboul. ●

Edgar Pisani : « Le vrai problème, c'est l'équilibre alimentaire mondial. »

SUR le fond je pense que l'utilisation de l'arme alimentaire est odieuse et insupportable. A un autre niveau, celui de l'utilité politico-stratégique, je dirais qu'il n'y a de sanctions alimentaires qu'à l'égard des pays qui ne sont pas autosuffisants, qui dépendent de l'étranger pour leur subsistance. Il y a deux sortes de dépendance. L'une qui est, pourrait-on dire, « naturelle ». C'est le cas des pays victimes de la surpopulation ou de très mauvaises conditions climatologiques.

L'autre, c'est la dépendance provoquée. Or, nous sommes en face d'une stratégie américaine à la fois consciente et inconsciente, instinctive et volontaire, qui tend à organiser le monde de manière à développer les dépendances.

— A l'égard des pays du tiers monde : sous l'influence des firmes alimentaires américaines le modèle de consommation dans la plupart de ces pays a changé. Du mil et du sorgho, produits locaux habituels, ces pays sont passés au blé importé des Etats-Unis.

— En Europe : en quelques années l'élevage est devenu complètement dépendant des importations de soja américain.

— Dans les pays de l'Est : en exportant à bas prix des céréales vers les pays de l'Est, on crée des habitudes alimentaires nouvelles fondées en particulier sur le développement de la consommation de viande.

C'est tout un nouveau système d'influence qui s'est tissé avec bien entendu l'assentiment des pays clients.

En ce qui concerne l'U.r.s.s., l'usage de l'arme alimentaire sera sans doute inefficace. Les Soviétiques importeront des produits de substitution. Mais le vrai problème c'est celui de l'équilibre alimentaire mondial. Il y a en effet des dépendances et des faiblesses qu'il faut absolument corriger pour ne pas être à la merci des Etats-Unis. Au niveau du Parlement européen les socialistes français vont bientôt déposer un texte sur la politique agricole qui va dans ce sens.

Tito : celui qui sut toujours dire non

Leader prestigieux des non-alignés, le maréchal Tito disparaît de la scène politique au moment où la "neutralité" est plus que jamais nécessaire

PAR GILBERT SANS

LE pouvoir de rassemblement de Tito est irremplaçable. Déjà le vice-président, par rotation annuelle, Lazar Kolisevski, remplace le maréchal durant son actuel empêchement — définitif ? Aucun successeur ne s'impose — pas de nom, pas de dauphin — mais les structures de succession sont solides. Au moins dans un premier temps, une direction collégiale résistera mieux aux pressions internationales. La disparition de Tito aurait aujourd'hui des conséquences néfastes pour l'équilibre des forces dans le monde et particulièrement dans le mouvement des non-alignés. Avec le prestige incomparable du fondateur, Tito demeure le seul leader à s'opposer à la ligne soviétique représentée par Fidel Castro. Quels qu'ils soient, ses successeurs ne pourront acquérir sa stature internationale qu'avec le temps ; beaucoup de temps.

Authentique système fédéral, la Yougoslavie regroupe différentes républiques possédant, chacune, des pouvoirs très étendus, tempérés il est vrai par l'existence, au niveau de l'Etat, du Parti unique (la Ligue communiste). De la volonté de vivre ensemble de ces différentes nationalités du pays dépend, pour une large part, l'avenir à moyen terme. Toute rupture en ce domaine pourrait favoriser une intervention — directe ou non — extérieure. A Zagreb, le nationalisme croate est très certainement manipulable par des idéologies opposés. Les Serbes, qui sont tout à la fois le moteur de l'unité nationale mais aussi les moins insensibles à la parenté slave, en sont d'ailleurs convaincus.

Intégrée à la réalité occidentale

Depuis la rupture avec le Komintern, le concept autogestionnaire aura surtout servi ici à ne pas imiter les modèles bureaucratiques connus et à contrebalancer les pouvoirs de la Ligue communiste. D'où, pour l'avenir, de prévisibles affrontements politiques entre hommes du parti, idéologues, fonctionnaires, techniciens ou technocrates. A la base, l'autogestion est tantôt formelle, tantôt réelle : c'est selon les régions et les branches. Les lois du marché continuent à s'appliquer fortement. Plusieurs lignes politiques potentielles et divergentes coexistent, sous le manteau, à l'intérieur de la ligne politique unique. Une équipe réputée plus libérale dirigerait par exemple la République de Serbie. La crainte de nombreux intellectuels est de voir émerger une tendance pro-soviétique aujourd'hui camouflée. Pour les diplomates : aucun risque ; pour les gens de la rue : le danger est réel. Par bien des aspects pourtant, la société yougoslave est fort intégrée à la réalité occidentale. Economiquement, le rôle de l'Europe pourrait devenir considérable, les dirigeants communistes yougoslaves se méfiant beaucoup des échanges et des marchés avec l'Est.

Quels sont donc les risques d'une intervention étrangère après la disparition du maréchal Tito ? En Yougoslavie chacun s'interroge malgré tout sur les intentions du Kremlin. En cas d'invasion soviétique directe, alors que n'existe aucune frontière commune et malgré une déjà ancienne, mais toujours stupide, déclaration contraire du président Carter, une nouvelle guerre mondiale pointerait à l'horizon. La guerre ou... Munich ! Mais Munich c'est la guerre à retardement... Pour les Soviétiques l'implantation de bases militaires sur l'Adriatique présente un intérêt certain dans la confrontation stratégique globale en méditerranée. Pour la Bulgarie, la Macédoine — l'une des républiques de Yougoslavie — n'est qu'un bout de leur propre pays et la considère comme telle. Les Macédoniens pas tellement. Ici, la possibilité d'un conflit entre la Yougoslavie et la Bulgarie est une donnée permanente, ouvrant la voie à une intervention armée extérieure. Tout est possible. Les scénarios plausibles sont multiples, même si l'on doit avancer avec prudence et se méfier de toute politique-fiction.

Après la Ligue des communistes, la première force c'est l'armée. Puissante, elle constitue un facteur essentiel de paix et de stabilité mais aussi un facteur inquiétant pour une future libéralisation. L'encadrement en est dominé par les Serbes. Conjointement à la défense nationale coexiste parallèlement une défense populaire. Dans chaque usine, dans chaque village, les hommes — ouvriers, paysans — s'entraînent intensément. Dans chaque usine, dans chaque village, un dépôt d'armes attend la population combattante. Vibrant souvenir de l'historique guerre des Partisans, la Yougoslavie ne se laissera pas apprivoiser aisément.

Qu'on se souvienne de l'émotion qui étreignait ici les gens du peuple, en août 1968, après l'entrée des chars russes dans Prague baîllonnée, l'immense volonté de se battre et l'indignation : « Avec nous ça n'aurait pas marché comme ça... ». ●



Le maréchal Tito avec Nasser, Ben Khedda et Modibo Keita, en 1961.



Avec Leonid Brejnev, en 1976.



A Cuba, avec Fidel Castro, en septembre dernier.

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ».

OFFRES D'EMPLOI

Ville de 30 000 habitants banlieue nord-ouest de Paris recherche une ou deux secrétaires aux élus P.s.

Adresser curriculum vitae au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris) qui transmettra.

Mairie de Villiers-le-Bel (95400) recrute :

1°) Un adjoint technique ayant connaissances espaces verts ; avantages sociaux : 36 heures.

2°) Une personne compétente pour améliorer son service information. Avantages sociaux : 36 heures.

Adresser candidature à M. le maire de Villiers-le-Bel 95400 ou téléphoner au 990.54.86 poste 282.

Ville de Valence (80 000 h.) recrute collaborateur service Information.

Il doit avoir une formation de secrétaire de rédaction plus une polyvalence dans les autres techniques de communication.

Salaire proposé : 4 000 F.

Envoyer curriculum vitae à M. l'adjoint à l'Information, Hôtel de Ville, 26021 Valence Cédex.

Ville de 30 000 habitants banlieue nord de Paris recherche un rédacteur pour le service Information.

Formation bac + 2.

Adresser curriculum vitae au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris) qui transmettra.

Bernard Prunier
VOTRE CONCESSIONNAIRE

RENAULT
Abbé-Groult automobile
107, rue Abbé-Groult 15e Métro Convention
Tél. : 532.71.20 (+) (ouvert le samedi)

GARANTIE OR SIX MOIS
VEHICULES DE SERVICE 79-80
moins de 10 000 km



Renault 4-6 moteur 0 km	77-78
Renault 5 tous types	77 à 79
Renault 12 TL et breack moteur 0 km	77-78-80
Renault 14 TS	79
Renault 16 tous types	74 à 78
Renault 17 TS	78
Renault 18 tous types et automatique	78 à 80
Renault 20 TL	79
Renault 20 TS	78 à 80
Renault 30 TS, intérieur cuir	78
Renault 30 TX, voiture de direction	80

Véhicules utilitaires, nous consulter
Fiat 132 direction assistée 5 vitesses 79.

Recommandez-vous de « l'Unité ».

L'Index des articles du Poing et la Rose, Unité, Communes de France, NRS et propositions de loi socialistes, 15 déc. 78-30 juin 79, est sorti dans la NRS n° 43 (15 F à l'ordre de la NRS).

Commandes à NRS, 195, bd St-Germain, 75007 Paris.

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

de 26,50 à 32,50 F (T.T.C. départ)
Prix pour comités et collectivités

Tarif sur demande.
Tél. : (23) 82.01.97

les entretiens de « l'unité »

Profession saltimbanque

Grâce à madame le juge, qui a de l'humour et de la tendresse, John Guez, baladin des rues, ne paiera pas ses contraventions. Il raconte à Jean-Paul Liégeois pourquoi il a choisi de vendre du rêve et de la poésie enrobés du sirop de la rue

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

JANVIER 1980. Un samedi après-midi. Il fait un froid de canard du côté de Beaubourg. « Un froid de russe », comme on dit à Prague depuis 1968... et sans doute à Kaboul depuis quelques jours. Place Edmond-Michelet, à deux pas de la Piazza, en pleine zone piétonnière, un homme pose une chaise et, au pied de la chaise, un étui à violon. Il en sort une scie musicale et une vis qui chante comme un oiseau. Il est vêtu d'un pantalon de smoking noir et d'une veste blanche légère : pas frileux, le saltimbanque ! Il ne pose pas son chapeau pour accoster une petite fille, qui ne s'en offusque d'ailleurs pas : « Tu connais l'histoire du « Petit Chaperon rouge » ? » Elle, timidement : « Oui ». Lui, complice : « Mais tu veux bien que je te la raconte encore ? » Elle acquiesce. Des passants se sont arrêtés. Le saltimbanque les met en cercle autour de lui, de la petite fille et de la chaise : « Vous êtes la forêt. »

Puis, il choisit ses acteurs parmi les badauds : un chaperon rouge, une « mémé », un loup, Goldorak. Il leur souffle leurs répliques. Et cela donne cette version revue et corrigée du conte de Perrault (extraits)...

« Le loup : Je suis le loup et j'en suis fier.

— Le saltimbanque : Y a vraiment pas de quoi ! (...)

— Le chaperon rouge : Qu'attends-tu pour me manger ?

— Le loup : Te manger ? Mais je n'ai pas faim !

— Le chaperon rouge : C'est moi, Goldorak. Qui m'appelle ?

— Le saltimbanque : Personne ! (...)

— La petite fille : Mais je ne reconnais pas cette histoire !

— Le saltimbanque : De quoi tu te mêles ? »

Ce happening poétique et irrévérencieux tient en haleine plus de deux cents personnes pendant près de vingt minutes. Le saltimbanque salue : « Il n'y avait rien et on a fait quelque chose ensemble. Si avec rien on a fait beaucoup, j'en attends énormément ! » Il tend son chapeau, mais précise : « Les chômeurs sont exonérés. » Il ne recueillera qu'une quarantaine de francs ; il doit y avoir beaucoup de chômeurs le samedi dans les rues voisines de Beaubourg !

Le saltimbanque s'appelle John Guez. Je le connais bien. Depuis 1972. Cette année-là, au mois de juin, nous avions tous les deux répondu à l'appel des sirènes du Lavandou : « Festival sur le sable », disait une affiche de Folon tout le long de la nationale 7 et des autres « routes des vacances ». John avait déjà des yeux rêveurs et une bouille lumineuse. Photographe des plages, il avait laissé tomber son gagne-pain pour se faire premier publicitaire du Festival : il passait ses journées à sillonner la région, collant du Folon ici, donnant du haut-parleur là. Il battait fougueusement la campagne pour assurer le succès des spectacles de « petits jeunes » dont on a entendu parler depuis : Romain Bouteille, Patrick Dewaere, Rufus et autres Coluche. La fête terminée, j'avais cru que John allait retourner à ses appareils photo. Je m'étais trompé.

Je m'en suis rendu compte deux ans plus tard, lors d'une autre réjouissance de début d'été, dans le Haut-Var : Mouloudji, Maxime Le Forestier et Léo Ferré étaient annoncés un soir de juin 1974 à Saint-Julien-le-Montagnier. Surprise : devant six mille personnes, avant le plateau promis, ce fut John Guez qui ouvrit le feu ! Au Lavandou, il avait attrapé le virus de Molière... Aujourd'hui, tout le monde connaît John : c'est lui qui, pendant des mois, a tenu tête à la police et à la justice ; c'est lui qui a refusé de payer les quarante contraventions qui lui ont été infligées pour « exercice d'une profession ambulante — saltimbanque — sur la voie publique sans déclaration préalable aux autorités administratives » ; lui encore qui a écrit à Chirac, à Lecat, au préfet de police, à Bonnet et à Barre pour leur dire qu'il ne paierait pas ; lui qui a mis le maire de Paris devant ses promesses (« Il faut que l'animation culturelle devienne une habitude », avait dit Chirac) ; lui qui a mis le Premier ministre dans l'embarras, en lui demandant « qu'on nous laisse mon théâtre, notre théâtre, la liberté qui peut être aussi une chaussée piétonne, une place ici ou là » ; lui, surtout, qui a été relaxé par le tribunal de police de Paris, le 17 décembre dernier !



N'en déplaise aux hommes politiques sus-nommés, John Guez ne paiera pas ses contraventions. Le jugement rendu par Yvonne Bouanha est important ; nul doute qu'il fera jurisprudence : « (...) Attendu que la preuve que l'ordre public a été menacé n'a pas été rapportée, il convient de faire triompher le principe de la liberté énoncé par la Constitution de 1958 et la loi du 3 janvier 1969 et de dire que les poursuites contre John Guez pour audition musicale et vocale sur la voie publique ne sont pas justifiées (...) » Un texte bien utile, à l'avenir, pour les enfants de François Villon et de Baptiste (le mime incarné par Jean-Louis Barrault dans « les Enfants du Paradis »). Car John Guez n'est pas le seul « artiste de rue »... Il reste d'autres saltimbanques : le conteur de rue Jacques Gruson ; le dompteur de perruches savantes Max Tagel ; le mime Duval, madame Machon et leur limonaire ; l'homme-orchestre Rémi Bricka ; les baladins-bonimenteurs du Palais des Merveilles ; le cracheur de feu Jacques Parker ; le funambule Philippe Petit ; l'acrobate-cycliste Gérard Morin ; le briseur de chaînes Bertrand ; le théâtre de la Manivelle, etc. J'en oublie. J'en passe. C'est aussi pour eux que John a gagné une fière bataille.

Madame le juge a de l'humour et de la tendresse. Elle a reconnu que John « ne vend que du rêve et de la poésie », que son « spectacle constitue donc un bien pour l'aspect moral de ce public dont la morosité clamée de toutes parts commence à devenir une légende... » C'est presque une déclaration d'utilité publique ! Et cela constitue un joli camouflet pour ces beaux messieurs de la mairie de Paris et du gouvernement...

Comme Charlie Chaplin, John Guez sait faire rire et émouvoir. Ses facéties ne sont pas innocentes ; la preuve : elles dérangent les princes de l'Ordre et les valets du Pouvoir. En retour, elles réjouissent les gens épris de liberté. L'autre jour, une dame a déposé de vieux dictionnaires dans le chapeau de John : « Vous aimez les mots, tenez il y en a plein là-dedans »...



Pascal Lebrun

« L'UNITE » : Au Lavandou, quand je t'ai rencontré, tu n'étais pas saltimbanque, tu étais photographe. Mais d'où venais-tu ?

John Guez : De la rue, déjà. Enfin, presque... Je suis né dans une famille juive tunisienne des plus modestes : quand j'étais dans le ventre de ma mère, mon père était chômeur et il a dû voler des oranges pour sa femme, pour satisfaire une de ses envies. Si j'étais resté en Tunisie, si mes parents n'étaient pas rentrés en France en 1946, j'aurais sûrement été un enfant de la rue là-bas. Comme tous les autres gosses de pauvres.



John Guez devant Beaubourg.

Arrivé en France, j'ai été mis en pension jusqu'à quinze ans. Je n'ai rien appris, je n'ai même pas eu le certificat d'études. J'ai trouvé un premier emploi de manutentionnaire dans une maroquinerie. Puis, comme mes parents envisageaient d'émigrer en Israël, ils m'ont envoyé en éclaireur : un an et demi dans un kibboutz à ramasser des pastèques et des cacahuètes ! Je me suis fait prendre en train de voler des poules, j'ai été expulsé d'Israël. J'avais dix-sept ans et demi, aucun métier. J'ai raté le certif pour la quatrième fois. Mon père m'a donné un peu d'argent et m'a dit : « Débrouille-toi ! »

Je me suis retrouvé à la rue. Tu vois : retour aux origines ! Mon père était marchand des quatre-saisons du côté de la rue Réaumur. C'est comme ça que l'idée m'est venue de vendre « France-Soir » à la criée. Pendant un an je suis allé de l'Opéra à la République et de la République à l'Opéra en gueulant : « Demandez « France-Soir », « Paris-Presse », « le Monde » ! » J'ai fini par avoir mes clients attitrés. L'un d'eux photographiait les passants sur le boulevard des Italiens. C'est lui qui m'a suggéré de devenir photographe. Il m'a appris le boulot en deux jours. J'avais dix-huit ans. Je suis parti avec lui faire ma première saison d'été sur la côte Vermeille : Argelès, Canet-Plage...

Voilà pourquoi tu m'as retrouvé photographe au Lavandou. J'ai fait ça, pour vivre, pendant douze ans : l'été à la mer, l'hiver à la montagne. C'était une façon de travailler tout en étant en vacances... en rêvant que j'étais en vacances !

— Mais tu ne rêvais pas d'un autre métier ?

— J'ai toujours rêvé d'autre chose : de faire du cinéma ! En pension, à Pontoise et à Rueil-Malmaison, je faisais le mur pour aller dans les cinémas de quartier. C'était de la magie pour moi. J'étais éberlué, complètement naïf pour mes dix ans : je croyais encore que les chevaux des westerns s'installaient devant l'écran pendant que le noir se faisait dans la salle !

Je ne suis parti en Israël qu'après la promesse qu'on m'y ferait suivre « Cinémonde ». A ce moment de mon adolescence, le métier de coiffeur était ce que ma mère envisageait de plus éblouissant pour moi. Mais il n'en est pas moins vrai que c'est elle qui m'avait transmis la passion du cinéma : mon identité exacte est John Gilbert Guez ; John et Gilbert sont les deux prénoms que ma mère m'a donnés... en pensant à John Gilbert, le partenaire de Greta Garbo !

— Ton passage au Lavandou t'a rapproché de cet univers mythique ?

— Oui, ça m'a ouvert un univers immense. Et ça m'a confirmé dans une émotion alors récente : quelque temps avant le Festival du Lavandou, à Paris, j'étais allé voir cinq ou six fois de suite « Trois cents dernières » de Rufus, et, à chaque fois, j'avais eu la chair de poule. Ce frisson ? Je ne sais trop comment le désigner. Je n'y tiens pas : c'est trop personnel, trop intime.

Oui, le Lavandou a été un déclic : à la fin du festival, j'ai complètement arrêté la photo. Par la suite, cette ville m'a servi de banc d'essai à mon travail dans la rue. Je dois tout cela au maire du Lavandou de l'époque (1), Marc Legouhy ; il a été le premier à me reconnaître un statut social, une fonction, à me donner le droit d'être saltimbanque.

— Comment devient-on saltimbanque ?

— Dans mon cas c'est une assez longue histoire. Après l'été 1972, après le Lavandou, je me suis installé à Paris. Mais ce n'est qu'en 1973 que j'ai passé une première audition devant une productrice de France-Culture, Eve Griliquez, au théâtre Montparnasse, en même temps que le Cuarteto Cedron qui venait d'arriver en France. Griliquez m'a dit, après avoir à peine écouté mes quatre textes : « Vous ne ferez jamais rien de bon. » J'ai traîné dans les petits cabarets de Paris : je suis passé au Pétrin pour quinze francs par soir, quatre jours par semaine, et au Bar du Marais pour dix francs, une fois tous les six jours. Puis j'ai écrit un monologue où je racontais à ma façon mon audition chez Griliquez : je l'ai présenté une quarantaine de fois au Bec fin. Grâce à un ami, le comédien François Marthouret, j'ai rencontré Peter Brook... mais sans résultat à court terme.

Un jour de juin 1974, j'ai reçu un télégramme me demandant de venir faire le saltimbanque à Saint-Julien-le-Montagnier. Six mille personnes : ça me changeait des caves de Paris ! Je n'étais pas très sûr de moi. Mais Léo Ferré m'a encouragé : « Tu vas gagner ; et ce que tu vas gagner, tu le remettras en question demain. » J'ai touché le minimum syndical : trois cents francs ; et j'attends toujours qu'on me rembourse mon voyage. Si je revois un jour Colette Magny, qui organisait cette fête, je l'accueillerai comme il se doit : « Et mon billet de train ? »

En 1975, on a pu me voir au Port-du-Salut puis, à nouveau, au Bec fin. En 1976, il ne se passait pas grand-chose : pour vivre, je faisais du baby-sitting, des gardes de nuit, des animations. Des amis m'hébergeaient. Je comettais quelques aquarelles, quelques collages. Au début de l'été, je faisais la manche aux terrasses des bistrots de la place des Vosges, pendant le Festival du Marais : rien à l'horizon ! Mais j'ai eu la bonne idée de redescendre au Lavandou...

A ce moment-là, je faisais un numéro avec un accessoire périssable : un poulet cuit qu'il fallait changer souvent. J'ai eu envie de jouer avec un animal vivant. Vincent T., un ami du maire du Lavandou, m'a fait cadeau d'une poule de son poulailler. Le maire m'a invité à faire mon spectacle les soirs devant la mairie. Fin juillet, je suis allé le faire en Avignon, sur la place de l'Horloge, face à la mairie également. J'ai terminé l'été au Lavandou...

Sans le Lavandou, sans son maire, sans la poule, sans les amis qui m'ont aidé et soutenu pendant toutes ces années, je ne sais pas si je serais devenu saltimbanque. Je ne sais pas si, dans la société actuelle, on peut devenir saltimbanque tout seul. Je ne le crois pas.

— Quant as-tu décidé de te faire saltimbanque parisien ?

— Le lendemain de l'inauguration de Beaubourg. Mon père m'avait dit : « Tu devrais essayer d'aller montrer tes collages dans le quartier. » C'est ma poule que j'y ai amenée ! Il y avait déjà du monde : Mouna était là, et quelques autres. Mais j'ai refusé de m'installer dans l'enclos « toléré » de la piazza, de me laisser parquer. Je me suis mis place Edmond-Michelet, en dehors du « périmètre permis », concédé.

— Et c'est là que tes ennuis ont commencé...

— Je suis décidément un grand naïf ! Quand j'étais môme, quand je quittais la pension pour aller chez mes parents, je voyais souvent des gens qui s'enchaînaient, qui avalaient des sabres ou des grenouilles sur le Richard-Lenoir ou à la Bastille. Ma mère, de sa fenêtre de la rue de la Roquette, lançait des pièces enveloppées dans un bout de papier aux musiciens qui passaient. Après, j'avais pu « faire le diseur » devant les hôtels de ville du Lavandou et d'Avignon. J'étais loin de me douter que le Paris d'aujourd'hui s'accommodait moins des saltimbanques...

Au début de mon installation place Edmond-Michelet, j'ai été régulièrement « embarqué » par la police pour vérification d'identité. J'ai émigré vers la statue appelée « le Chant des voyelles ». Là j'ai eu droit à sept contraventions pour « graffiti » : en fait, j'avais osé écrire à la craie (donc c'était effaçable d'un coup de main !), en bleu, blanc et rouge, les mots « tolérance et liberté » sur le socle de la statue. Ensuite, dès le début de 1979, les fameuses contraventions pour « exercice d'une profession ambulante » ont commencé à pleuvoir... C'est à ce moment-là que j'ai décidé de ne pas me laisser faire.

D'abord, j'ai fait imprimer des cartes postales adressées au maire de Paris, au préfet de police et au ministre de la Culture et de la Communication ; au recto il y avait un fac-similé d'une contravention ; au verso, le texte suivant : « Pourquoi dresse-t-on contravention à John Guez, artiste français ? Le considère-t-on comme une idée mal garée ? Nous, public, sommes solidaires avec le contrevenant. Pour la liberté au pays de Molière, que vivent les saltimbanques ! » Deux mille six cent quarante-sept personnes ont signé ces cartes et les ont expédiées. Ensuite, j'ai ouvert un livre de doléances où j'ai recueilli trois mille signatures en dix jours ; sur la page de garde de ce livre on pouvait lire ma « supplique » au maire de la capitale : « Sachant que vous êtes favorable aux animations dans les zones piétonnières et qu'au pays de Molière le comédien est aussi, voire avant tout, un saltimbanque, j'en appelle à votre sagesse pour faire cesser ces tracasseries dont je fais l'objet ; afin que librement je puisse exercer mon art... » Ces cartes et cette lettre n'ont pas eu de réponses. Pas plus que les autres lettres adressées, plus tard, au ministre de l'Intérieur et au Premier ministre...

Parallèlement, mon avocat, Bernard Jouanneau (qui avait été un de mes spectateurs au Bec fin), constituait le dossier... J'ai également été beaucoup aidé par le travail de certaines journalistes : Marie-Odile Delacour de « Libération » et Catherine Humblot du « Monde ». Je crois que c'est l'article de Catherine Humblot, paru dans « Le Monde » du 28 juillet 1979 (2), qui a fait éclater « l'affaire ». Le lendemain de sa parution, tout le monde venait me voir, m'interrogeait, me photographiait. Les flics débarquaient à pleins cars. Le procès était presque gagné !

— Qu'as-tu gagné avec ce procès ?

— Des amis, c'est-à-dire des gens pour qui j'ai le droit d'exister, d'être libre. Des gens qui ne me connaissaient pas et qui m'ont reconnu le droit d'être saltimbanque : les deux journalistes dont je te parlais à l'instant, mais aussi cette présidente de tribunal à qui je dois une véritable « renaissance ». En reconnaissant qu'il n'y avait pas de loi pour empêcher quelqu'un de présenter un spectacle dans la rue, elle a fait triompher la liberté, elle a fait reculer la bêtise. Du coup elle a accédé au souhait le plus profond de tous les saltimbanques : pouvoir faire de la rue le laboratoire de la comédie.

Il est d'ailleurs logique que mon métier de saltimbanque soit reconnu : je déclare mes revenus, je paie des impôts, je ne suis pas un hors-la-loi !

En fait, tu sais, ce procès gagné, ce n'est pas seulement ma victoire et celle de mes amis, pas seulement une victoire pour les saltimbanques ; c'est aussi la victoire de ces milliers de gens qui se sont toujours, sans demander la permission à personne, donné le droit de me regarder et de m'écouter... dans la rue !

— Que penses-tu des personnages officiels qui n'ont pas répondu à tes lettres ?

— Je pourrais relever qu'ils ne sont pas très polis. Mais ma mésaventure a également démontré qu'ils ne sont pas très soucieux de la liberté... Ce qui est beaucoup plus grave !

— As-tu l'intention de rester dans la rue ?

— Non, mais je sais que j'y reviendrai sans cesse. Parce que c'est la meilleure école. Parce que c'est un moyen de passer par-dessus les censures économiques : dans la rue, tout le monde peut regarder un spectacle. Dans une salle le prix des places est souvent un obstacle pour ceux qui ont de faibles revenus.

Je ne trouve pas normal que le prix de la baguette de pain soit le même pour le millionnaire et pour le chômeur. Je ne peux pas considérer que Dalida à quatre-vingts francs au Palais des Congrès et « Danton et Robespierre » à cent francs au Palais des Sports soient des spectacles populaires, des spectacles accessibles à toutes les bourses. Il faudrait que les gens paient selon leurs moyens. Il y a des traditions : on peut toujours boire un verre d'eau gratuitement dans un bistrot, un boulanger donnera toujours un morceau de pain à un affamé. Pourquoi un chômeur ne pourrait-il pas entrer dans une salle de spectacle pour un franc symbolique ?

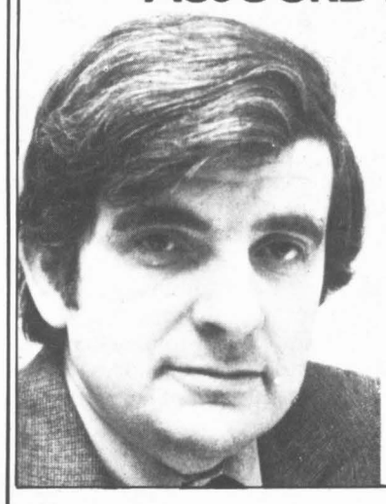
Le théâtre, le cinéma, la télévision : je ne refuserai pas d'en faire si on me le propose. Mais je reviendrai toujours à la rue. La rue c'est autre chose : un lieu de rencontres, un endroit où l'on peut voyager sans mettre d'étiquette sur sa valise. ●

(1) Décédé depuis.

(2) Titre de l'article : « les Trente-Deux Contraventions du poète ».

EDITIONS cana
52, rue Servan 75011 Paris

JEAN-PIERRE
CHEVENEMENT
ETRE SOCIALISTE AUJOURD'HUI



175 pages

« Une lecture utile non seulement aux militants socialistes, mais à tous ceux que rebute le genre d'avenir que l'on nous propose. »
Claude BOURDET - *Témoignage chrétien*

●

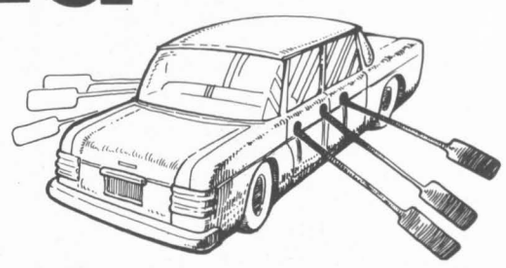
« Un manifeste plein d'alacrité qui se lit d'une seule traite »
F.O. GIESBERT - *Le Nouvel Observateur*

●

« Un petit livre d'une exceptionnelle densité. »
François FONVIELLE-ALQUIER
Les Nouvelles Littéraires

DIFFUSION LITTERA

La solitude de l'inventeur de fond



René Hérail, inventeur amateur, a trouvé un moyen pour éliminer la "gouttelette" qui risque de faire déborder le vase des économies d'énergie. Ça n'intéresse personne !

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

AVEC sa casquette grise plantée sur le sommet de son crâne, son sourire gentil dans un visage calme, son regard joyeux, René Hérail n'affiche pas ses soixante et onze ans, loin de là. L'enthousiasme conserve ; et l'activité : « J'en fais trois fois plus qu'avant ma retraite. » Le bonhomme est sympathique, direct. Il fait partie de cette race dont on se moque souvent en France, les inventeurs.

Sa partie, c'est la mécanique. Il y a fait sa carrière, un peu par hasard, au fil des « trente-six métiers de Caramel » qu'il a exercés. Obligé d'interrompre ses études à la mort de ses parents, il entre chez Renault puis chez Hispano-Suiza : c'est là qu'il commence à étudier l'injection d'essence. « C'était pendant la guerre ; on cherchait en catimini. » Menacé d'arrestation, il fuit avec sa femme et leur enfant d'un mois et se retrouve à Pau, où il dirige le garage d'un ami. Ensuite, il essayera de faire pousser des abricotiers en Provence — « cent quarante hectares sans eau ! » — pour revenir à la mécanique dans des sociétés américaines ou suédoises.

Moteur à déflagration

Très tôt, il s'est rendu compte que quelque chos n'allait pas dans la carburation telle que les moteurs la pratiquent. A la néophyte que je suis, il explique, patient, ce qui ne tourne pas rond dans le moteur dit à explosion : la gouttelette. « Il vaudrait mieux parler de moteur à déflagration, car l'explosion est mauvaise : l'essence injectée dans le moteur est actuellement pulvérisée de façon grossière ; les éléments riches et lourds de l'essence forment des gouttes qui ne se mélangent pas avec les composants plus légers et plus pauvres ; ce sont ces derniers seulement qui vont brûler ; les gouttelettes, elles, vont éclater de façon désordonnée, poussant le piston à hue et à dia. Cette décomposition brutale qui maltraite le moteur est en même temps source directe de pollution : les hydrocarbures les plus lourds sont évacués par les gaz d'échappement sans avoir brûlé. »

A cette pollution s'ajoute celle du plomb tétraéthyle que les pétroliers additionnent à l'essence pour stabiliser le mélange, car les éléments légers qui font le mélange gazeux ont tendance à l'auto-allumage, ce qui amoindrit le rendement du moteur.

Ainsi, la mauvaise homogénéité du mélange qui alimente les cylindres est responsable de plusieurs gaspillages. Gaspillage d'énergie puisqu'une partie seulement de l'essence est utilisée, l'autre polluant l'atmosphère. Gaspillage d'essence car il faut injecter dans le moteur plus de carburant que nécessaire pour compenser l'inefficacité des composants lourds ; sinon, le mélange ne serait pas assez riche pour être allumé par la bougie.

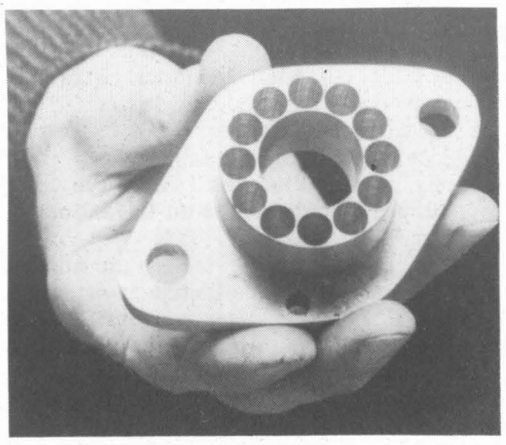


René Hérail.

Après dix-neuf ans de recherche, René Hérail a mis au point son truc, un économiseur d'essence tout simple. Il n'en parle à personne pendant des années — « même pas à ma femme » — par peur de se faire piquer l'idée, ce qui lui était déjà arrivé : « J'avais confiance, je croyais à la parole des gens. » La crise de l'énergie réveille ses ambitions et il dépose son brevet en 1975. Le résultat, un petit appareil en laiton qui se pose entre la base du carburateur et la pipe d'admission. En son centre, un large trou en forme de venturi, c'est-à-dire plus large à la sortie qu'à l'entrée ; autour de lui, une couronne de petits venturis. A la sortir du carburateur où elle a été émultionnée avec de l'air, l'essence prend en effet une forme de cône, les produits riches restant sur la circonférence du cône. Le principe des venturis permet d'accélérer les vitesses de passage de l'essence : au milieu, l'air pauvre passe onze fois plus vite que le mélange riche dans les petits venturis, l'aspiration crée une dépression violente qui fait totalement éclater les gouttelettes...



Pascal Lebrun



Avec ce système, René Hérail annonce des économies d'essence de 16 à 22 %. « Pour une Fiat 131, l'Agence pour les économies d'énergie annonce une consommation en ville de 9,3 litres de super. En réglant la voiture moi-même, je peux descendre à 8,3 ; avec mon appareil je sors à 6,15 d'essence ordinaire. » Un essai du Touring-Club de France confirme ces chiffres : sur Paris-Toulouse en Simca 1000, la consommation est tombée de 9 litres à 7,01, voiture chargée avec quatre personnes à bord, soit un gain de 22 %.

Dans le même temps, assure-t-il, la puissance augmente et la pollution diminue. L'Institut national de la consommation a en effet constaté des pollutions très inférieures à ce qui se pratique actuellement : 53,50 % d'oxyde de carbone de moins, 3,66 % d'oxydes d'azote de moins.

« Il me faudrait de l'argent pour lancer mon truc mais je n'en ai pas. » René Hérail résume sans acrimonie sa situation. Les inventeurs, c'est bien connu, sont des incompris. On les regarde toujours plus ou moins comme des rigolos. » L'Institut français du pétrole s'est par exemple contenté de bâcler un essai avant de se débarrasser de moi. » L'Agence pour les économies d'énergie ? Elle lui a envoyé une belle lettre lui conseillant de faire homologuer son invention. Et lui annonçant sans rire qu'il lui en coûterait 105 000 francs. L'Union technique de l'automobile et du cycle (U.t.a.c., organisme dépendant des constructeurs) est en effet seule habilitée à homologuer un équipement. En Angleterre, huit organismes sont reconnus et louent leurs services pour cent fois moins cher !

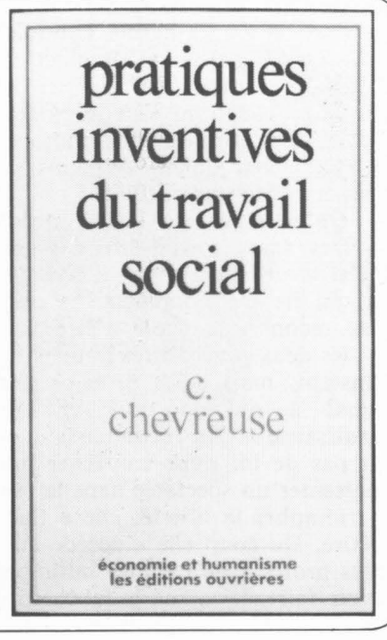
Le problème de René Hérail, le même que pour nombre de ses confrères, est de ne pas savoir se vendre et se protéger. « Je suis un bon technicien, pas un commerçant. » Alors, il s'est fait plusieurs fois avoir. Par exemple lorsqu'il s'est fait souffler un brevet pour des pales d'hélicoptère. Aujourd'hui, il a peur de se faire à nouveau coincer, déposséder. Il préfère refuser des propositions, espérant qu'une distribution à large échelle pourra s'organiser. C'est que son invention pourrait lui rapporter beaucoup d'argent, si elle était lancée : une étude de marché faite par Elf faisait apparaître un potentiel de vente de 12 % du parc automobile la première année et 18 % la seconde. C'est logique : l'appareil est simple, pas très difficile à poser et vite amorti : il coûte 220 F (376 F pour un double corps).

Il aurait pû trouver plus de compréhension chez les constructeurs. Mais là, comme chez les pétroliers, c'est le blocus. « Chez Renault, chez Simca, ils ont fait de nombreux essais. Pour finalement se déclarer « pas intéressés ». Renault a trouvé un prétexte d'une particulière mauvaise foi : ils avaient réglé le ralenti à 1,5 pour 1000 et non à 3 pour 1000 comme je le leur avais dit. Alors que du 3 pour 1000, avant moi, ils n'en avaient pas vu ; actuellement, les ralentis sont réglés à 2 ou 3 %, ce pourcentage indiquant la teneur en oxyde de carbone des gaz d'échappement. »

Pourquoi ces refus ? Un des ingénieurs de General Motors, convaincu par l'appareil de René Hérail après l'avoir essayé sur sa propre voiture, s'est fait gentiment expliquer par ses supérieurs qu'il avait intérêt à ne pas trop en parler. Il faudra pourtant bien que les constructeurs se mettent aux économies d'énergie. Sans doute préfèrent-ils décider eux-mêmes de leur heure. « En attendant, on gaspille. Et l'Etat aussi y trouve son compte avec les taxes qu'il perçoit. » René Hérail ne se met pas en colère. Il préfère sourire. Cet homme a décidément des ressources de bonne humeur. ●

les ēditions ouvrières

C. Chevreuse
Pratiques inventives du travail social
A partir d'expériences concrètes une réflexion sur l'autonomie des professionnels du travail social.
collection « Politique sociale »
Economie et Humanisme
2039X - 256 pages



La vie d'artiste

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

ODEURS

Ils sont une trentaine en scène, hommes et femmes. Et c'est pas triste ! C'est même tout à fait délirant : Odeurs. Un groupe satirique qui se moque du show-biz et de ses stars. De la santé, de l'humour : ici on égratigne gratis ! Tout ce qui tombe sous la note ou le rythme : le rock, le punk, la new wave, les marches militaires, les refrains enfantins, etc. Tout ce qui brille de talent ou de fric : les Beatles, Elton Jone... Ça danse, ça saute, ça rit, ça vole de gag en gag. C'est ravageur, délicieusement provocateur, décapant. Le groupe n'a pas volé son slogan : « Odeurs : le premier déodorant pour la tête. » Odeurs est à l'Olympia, pour un concert unique, le 21 janvier. Mais Odeurs est chez qui le veut, grâce à son album parfumé (mais oui !) : « 1980 : no sex ! » (Polydor 2473 106).

POETES

C'est Jacques Prévert qui disait souvent (il l'a même fait imprimer dans un de ses livres) : « Je n'ai jamais eu de carte de visite avec « poète » écrit dessus. » Logiquement, en éditant ses livres, son ami René Bertelé (qui fut aussi l'éditeur de Robert Desnos et d'Henri Michaux) évita toujours de faire figurer l'appellation « poèmes » sur les couvertures de « Paroles », « Histoires », « Spectacles », « la Pluie et le beau temps », « Fatras » et « Choses et autres ». Bertelé disparu, Gallimard (a-t-il lu Prévert ?) a décidé de sous-titrer « poèmes » les recueils « Arbres » et « Grand bal du printemps » de Jacques Prévert.

Le cas de Prévert appelle une question : qui décrète de « l'appellation contrôlée » de poète ? Les éditeurs ou les écrivains ? Ce n'est pourtant pas une étiquette très « commerciale »... Jean Tardieu a raison : « Il y a vraiment de quoi rire ! » Tardieu fait justement partie de ceux dont les livres sortent agrémentés de l'estampille « poèmes ». Des recueils de poèmes, il s'en édite quelques-uns chaque mois. Combien sont distribués ? Et combien vendus ? Qui en parle ?

Sortons donc quelques ouvrages de l'ombre, parmi les derniers parus. Dans la collection Blanche, chez Gallimard : « Nocera » de Philippe Clerc, « Bucolique » de Robert Vigneau et « Comme ceci comme cela » de Jean Tardieu. Chez Stock : « l'Oiseau-cœur » de Jean Mambrino. Chez Flammarion : « Des corps attaqués » de Jean Tortel et « la Terreur » d'Alain Coulange. Aux Editions de La Pibole, deux anthologies poétiques : « les Poètes de l'émotion » et « la Mère et l'enfant ». Chez Jacques Brémond (18 montée de Pujaut, 30400 Villeneuve-lez-Avignon) : « Trente-Neuf Prières pour le commun du temps » de Roland Nadaus. En livre de poche, dans la série Poésie-Gallimard : « les Complaintes et les premiers poèmes » et « l'Imitation de Notre-Dame la Lune » de Jules Laforgue, « le Point où j'en suis » d'André Pieyre de Mandiargues.

Les plus belles surprises dues aux livraisons récentes sont venues de l'étranger, de la collection Du monde entier (Gallimard) : « Carnets de poésie », en édition bilingue, de l'Italien Eugenio Montale (prix Nobel de littérature en 1975) ; « N'entre pas sans violence dans cette bonne nuit... » de l'Américain Dylan Thomas ; « la Rose détachée » du Chilien Pablo Neruda ; et « Chrysothémis, Phèdre, le Sondeur, le Heurtoir » du Grec Yannis Ritsos.

JAZZ A GOGO

Jazz en banlieue. Jazz à gogo. Jazz à Montreuil, du 19 au 25 janvier. Jazz à Créteil le 19 janvier.

A Montreuil : Portal, Clarke, Lubat, Drouet, Chautemps, Guérin, Auzier, Melchy et Foy le 19. Jauk et Armand Lemal le 22. Humair, Jeanneau et Texier le 23. Bonis, Marais et Jaume Quartet le 25.



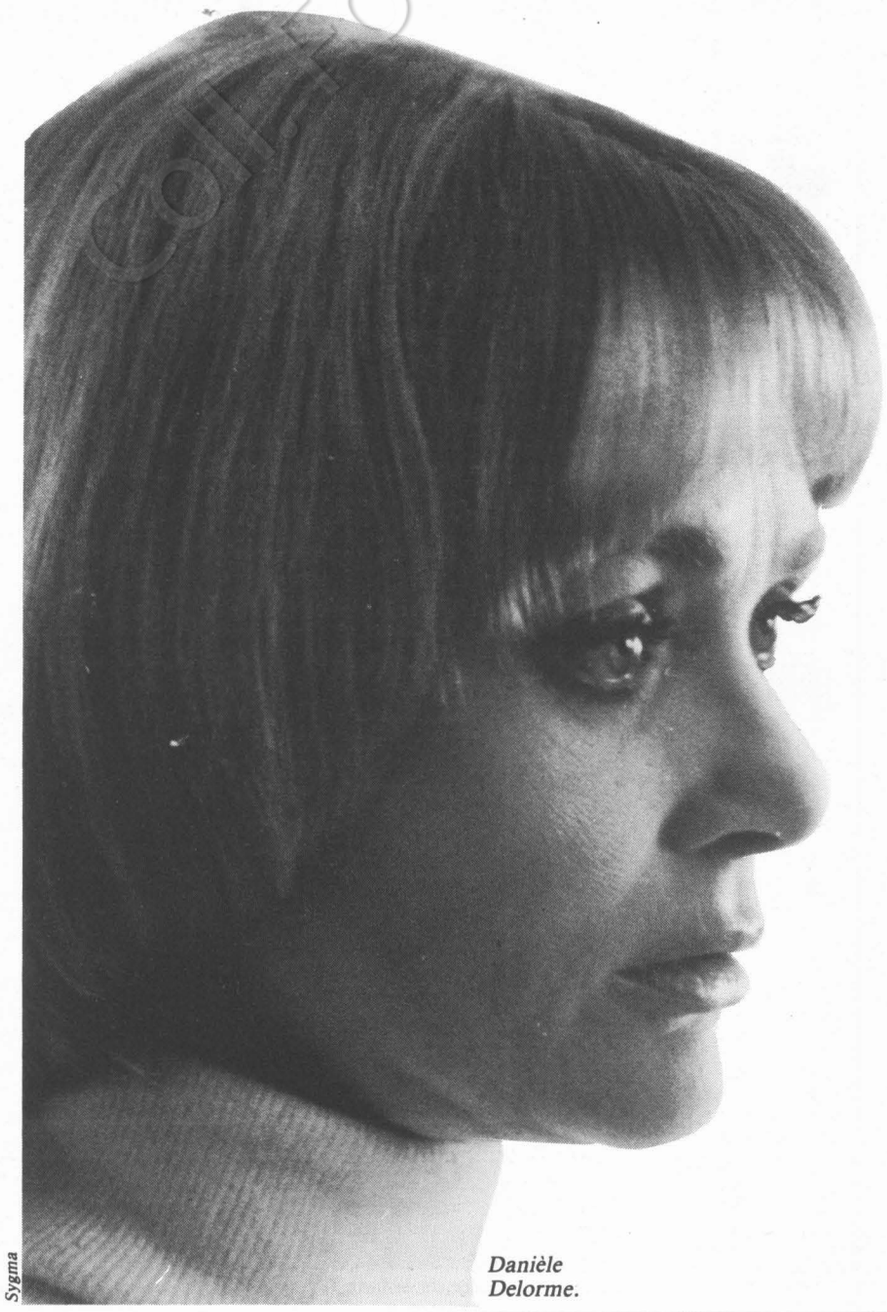
Yannis Ritsos.



Eugenio Montale.



Le groupe Odeurs.



Sygma

Danièle Delorme.

A Créteil, la saison continue : après Sugar Blue en décembre dernier, la maison des arts et de la culture accueille Woody Shaw le 19 janvier. Après, ce sera : Dizzie Gillespie, le 23 février ; l'Art Ensemble of Chicago, le 7 mars ; et Mac Coy Tyner le 22 mars.

DIVA

Les « Lundis musicaux » de l'Athénée se suivent et se ressemblent... pour notre plaisir ! Le 14 janvier ils présentaient la soprano américaine Barbara Hendricks, qui chantait Schubert, Debussy et Malher. Lundi prochain, 21 janvier, on pourra entendre et voir à l'Athénée la cantatrice catalane Victoria de Los Angeles. Elle interprétera Lully, Campra, Fauré, Hahn, Debussy et Ravel... C'était notre rubrique réservée à ceux qui ne croient qu'à Callas et qui pourraient bien essayer de croire à d'autres divas !

AVANCE

Une partie des membres de la « commission d'avances sur recettes pour les longs métrages » vient d'être renouvelée. Sortants : Milan Kundera, Costa-Gavras, Florence Malraux et Paul Claudon. Promus : le cinéaste Maurice Dugowson, l'écrivain Paul Guimard, le producteur Marcel Lathière et le critique Jean-Loup Passek. Restent en fonction : Claudine Arnold et Noël Chahid Nouraï. Le président de la commission était Georges Kiejmann. Il est remplacé par une présidente : Danièle Delorme.

En 1979, la commission avait partagé vingt-cinq millions de francs entre quarante-huit projets ; certains étaient signés par Bresson, Godard, Resnais et Jacques Perrin. En 1980, elle aura à répartir trente millions. On peut faire confiance à la compétence de la nouvelle présidente : depuis des années elle ne se contente pas d'être comédienne ; avec son mari, Yves Robert, elle s'occupe aussi de produire des films ; c'est aux productions de la Guéville (la maison de Danièle Delorme et d'Yves Robert) que le jeune cinéaste Jacques Doillon, par exemple, doit d'avoir pu tourner « la Drôlesse »... Mais Daniele Delorme pourrait sans doute être plus efficace encore si le ministère de la Culture et de l'Information attribuait enfin un budget décent à la commission d'avances !

DAUTIN/ET/LE/ DROMADAIRE

Yvan Dautin s'en revient de Nantes, où il est né ; où il a chanté plusieurs jours durant, début janvier ; où F.r. 3 lui a consacré plus d'une heure d'antenne : enfin un prophète en son pays ! Et il s'installe à Paris, au théâtre de Dix-Heures, jusqu'à la mi-février. Mais on pourra aussi l'écouter à Reims le 6 février, Laon le 8, Niort le 16, Villeneuve-le-Roi le 23, Saint-Brieuc le 4 mars, Morlaix le 7, La Rochelle le 12, Cholet le 22 et Bois d'Arcy. Son récent quarante-cinq tours égrène ses deux dernières chansons sur les ondes : « Est-ce que c'est salsa ? » et « Va nu pied sur un pied ».

Dautin n'aurait donc aucune raison de se plaindre. Il ose pourtant le faire ; l'affiche de son nouveau spectacle le crie : « Tout seul » ! En fait, Dautin est seulement seul en scène : avec sa guitare, sans musiciens pour l'accompagner. Mais, dans la salle, il y a du monde ! Yvan Dautin est d'autant moins condamné à la solitude et à l'oubli qu'il « ramasse » aussi dans un autre théâtre de Paris : au théâtre Montparnasse où « L'empereur s'appelle Dromadaire », d'après Jacques Prévert, fait un tabac ; et la musique du spectacle est d'Yves Dautin... Le dromadaire n'a qu'une bosse, mais Dautin « bosse » deux fois par soir ! J'en connais qui ne connaissent pas le chômage !

L'HERITAGE PAYSAN

Daniel Vigne, le réalisateur, annonce la couleur : « Les six épisodes de cette série, « l'Inventaire des campagnes », sont un voyage dans l'histoire et la réalité du monde rural. » F.r. 3 diffuse le troisième épisode, « la Tradition et la mémoire », le dimanche 20 janvier à 20 h 30. Après « Des paysans » de Jean-Claude Bringuier et Hubert Knapp du T.f. 1 et « Paysannes » de Gérard Guérin sur Antenne 2, voilà que le troisième canal français se penche à son tour sur la paysannerie française.

La série de Vigne est une réussite. Pour plusieurs raisons. Il s'est attaché la collaboration de l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie. Il a évité de mythifier le monde paysan. Il n'est tombé ni dans le passéisme ni dans le paupérisme. Il a tourné dans un grand nombre de



Dizzy Gillespie, vu par Solo.

régions : l'Auvergne, la Beauce, la Bourgogne, la Bresse, la Champagne, le Limousin, la Normandie, la Picardie, le Quercy et la Touraine. Il s'est contenté, en interrogeant des paysans d'aujourd'hui, de retrouver les racines d'un peuple. Ce faisant, il donne ses lettres de noblesse à un genre rare à la télévision : le reportage à dimension historique.

Suite de « l'Inventaire des campagnes » : les 27 janvier, 3 et 10 février.

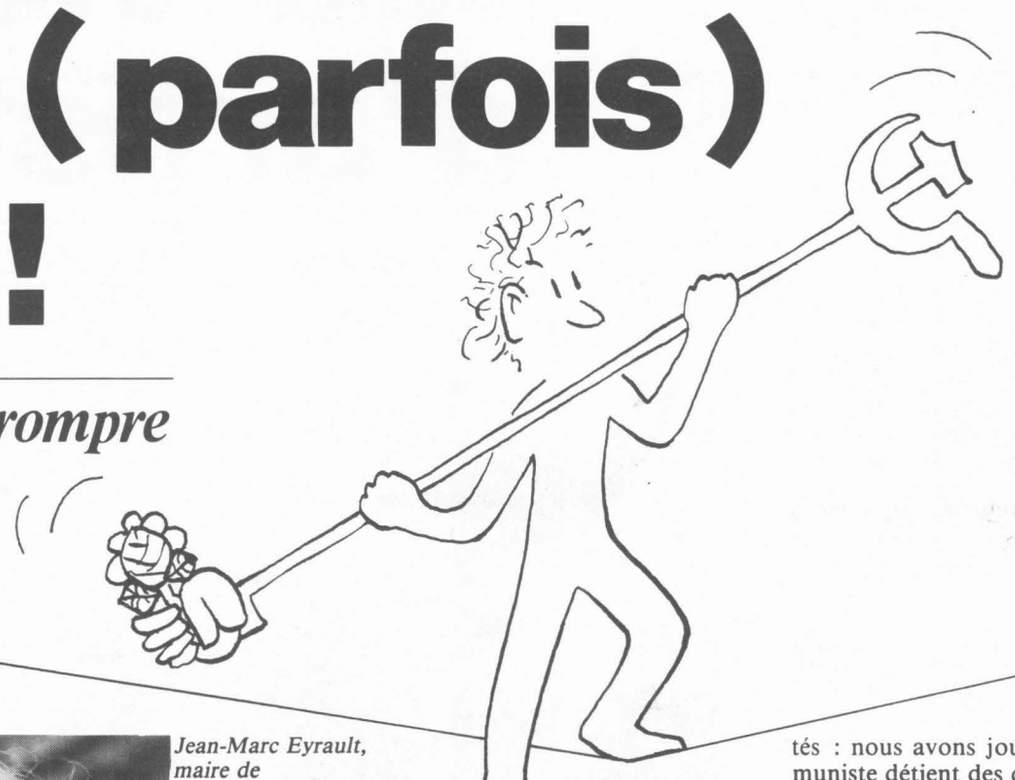
CHANTONS SOUS LA NEIGE

Pas de morte-saison non plus pour ces messieurs de la chanson ! Après son passage à l'Olympia, qui s'est terminé le 13 janvier, Michel Jonasz affrontera neige et verglas : il sera à Besançon le 18, Dijon le 19 et Lyon le 24. Il n'est pas le seul sur les routes. François Béranger chante à Sannois le 31 janvier. Le Cuartelto Cedron est à Seremange le 19 et Nancy le 26. Imago à Méry-sur-Seine le 19 et Clermont-Ferrand le 28.

D'autres, plus prudents, ont voulu hiberner dans la capitale. Antoine Tomé fête la sortie de son premier album — « Innocence » (Free Bird ARG 2001) — au Petit-Forum, jusqu'au 19 janvier. Leny Escudero a décidé de musarder et rêver au théâtre de la Gaîté-Montparnasse, du 22 janvier au 17 février. Graeme Allwright, qui se fait rare ces dernières années, a choisi le Palais des Sports, les 30 et 31 janvier. Henri Tachan pose ses bagages à l'Olympia du 14 au 27 janvier.

Municipalités : l'union est (parfois) un pugilat !

Les élus communistes oseront-ils rompre le pacte municipal conclu en 1977 et se mettre ainsi "en situation de retrait des délégations"?



PAR EMMANUELE PLAS

VOTERONT ? Voteront pas ? Dans les quatre-vingt-treize villes de plus de trente mille habitants où les socialistes dirigent une liste d'union de la gauche, on est dans l'expectative : les élus communistes manqueront-ils à la solidarité de gestion en ne votant pas le budget 1980 ? La préparation de ce budget de l'année du demi-mandat se déroule actuellement et les votes vont s'étaler jusqu'à la fin du mois de mars.

Les sombres nuées de la désunion au plan national, les coups répétés, depuis septembre 1977, du Parti communiste contre le Parti socialiste et sa violente campagne antisocialiste qui n'a cessé de prendre de l'ampleur ces derniers mois, le discours polémique de Georges Marchais, le 25 novembre à Pantin à l'occasion du congrès des élus communistes, ont obscurci le ciel des municipalités d'union de la gauche.

Quelques semaines plus tôt, au congrès des élus socialistes, François Mitterrand avait mis en garde les élus communistes : s'ils ne votaient pas les budgets présentés par les maires socialistes, ils se placeraient « en situation de retrait des délégations ». Il rappelait ainsi que le pacte municipal conclu en 1977 devant la population demeurait la règle pour tous.

La mission de se montrer loyaux

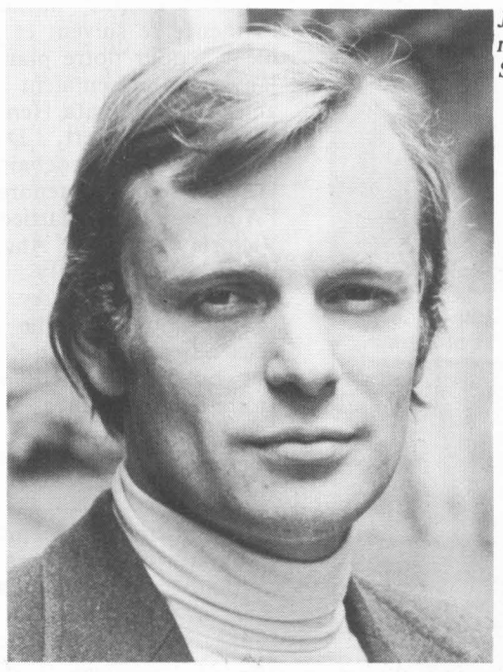
Des tensions aboutissant même à la rupture avaient défrayé, l'année dernière, la chronique des collectivités locales. Angers devenait le symbole du manquement à la solidarité de gestion de la part des communistes. Mais c'est le maire de Saint-Herblain qui avait le premier, et pour cette raison, enlevé leurs délégations à ses adjoints communistes. A Dreux, il en fut de même. A Rennes, avant l'été et pendant l'automne 1979, la tension était grande.

« On discute, on s'accommode mais force de loi reste à la majorité, fait remarquer Antoine Blanca, délégué général de la Fédération des élus socialistes et républicains. C'est ce que nous avons imposé à Reims à nos camarades. Les socialistes ont mission de se montrer loyaux. »

Il donne comme preuve de la loyauté des socialistes Vernon (Eure), où ces derniers, bien que majoritaires au sein de la liste d'union de la gauche, avaient à l'issue du scrutin de 1977 laissé le poste de maire à un communiste, respectant ainsi les termes d'un accord signé avant les élections.

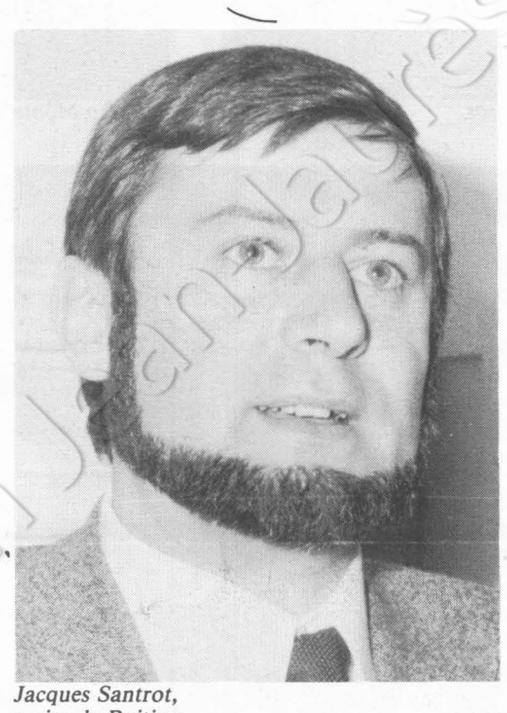
Qu'en est-il aujourd'hui ? « Les tensions persistent, déclare Marcel Debarge, secrétaire national du Parti socialiste aux Collectivités locales, mais nous n'avons pour le moment aucune nouvelle fracassante de rupture. » Dans cette période d'attente, les bruits courent cependant. Ainsi, en Seine-Saint-Denis, la rumeur voudrait que si tous les adjoints socialistes n'apportent pas un soutien total (ni abstention, ni critiques publiques) au budget des municipalités dirigées par les communistes, ils se verraient enlever leurs délégations.

Côté socialiste, à Bondy et au Pré-Saint-Gervais, on affirme qu'il n'y a aucun problème. Même écho à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) où Alain Richard déclarait il y a quelques semaines : « Il y a ici un microclimat favorable qui tient aux personnalités : nous avons joué le jeu. Le Parti communiste détient des délégations importantes, dont celle des finances. Nous avons tous prix conscience que le nouvel état de l'union de la gauche était un problème vaste et pour le conseil municipal vivre avec était la seule solution. »

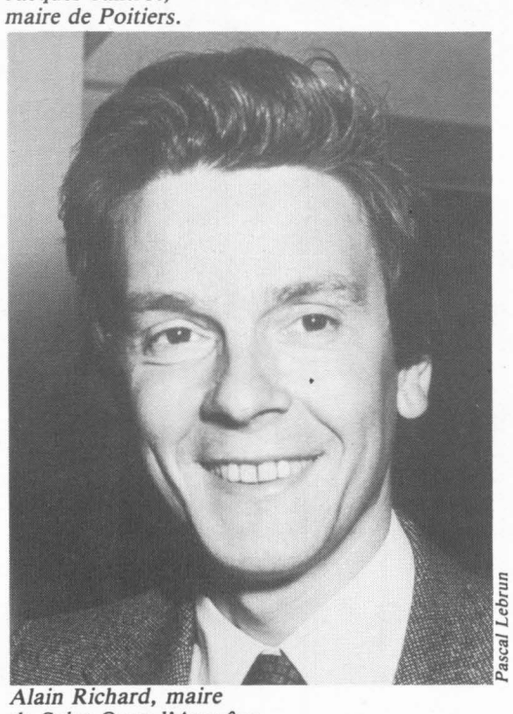


Jean-Marc Eyrault, maire de Saint-Herblain,





Jacques Santrot, maire de Poitiers.

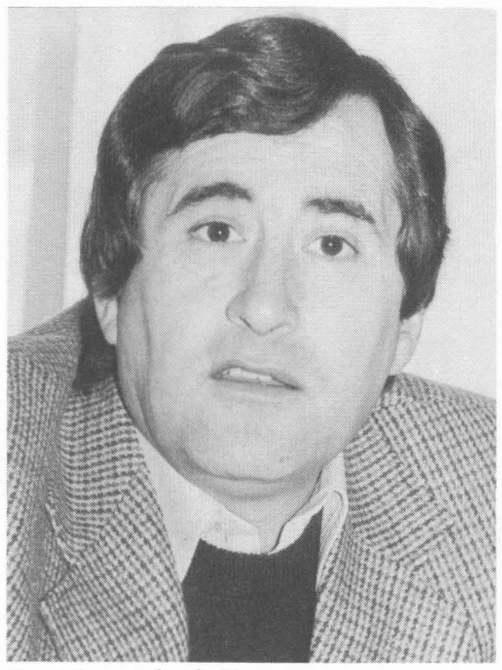


Alain Richard, maire de Saint-Ouen-l'Aumône.

Pascal Lebrun



Edmond Hervé, maire de Rennes



Jean Lion, maire de Meaux,

Gérard Caudron, le maire de Villeneuve-d'Ascq (Nord) est serein : « Les tensions existent, dit-il, mais elles n'excluent pas les liens d'amitié au sein du conseil municipal. » Pourtant le climat s'est dégradé dans cette ville nouvelle notamment parce que la section communiste locale avait désigné le maire comme responsable d'expulsions. Mais les élus communistes préparent avec les élus socialistes le budget 1980.

A Niort et à Poitiers, on constate la même sérénité de la part des maires socialistes. A Poitiers, la première discussion sur le budget vient de se dérouler. Sans problème apparent. Il devrait être voté aux environs du 20 février. Le maire, Jacques Santrot, assure : « Depuis trois ans, nous n'avons jamais eu de problème politique majeur avec nos partenaires communistes au sein du conseil municipal. »

A Meaux, Jean Lion ne s'engage pas. Le budget 1979 avait été voté à l'unanimité mais les communistes s'étaient abstenus, pour des questions de forme, dans le vote du budget supplémentaire. Est-ce un signe ? « Nous avons discuté du budget d'investissement pour 1980, ils n'ont pas fait beaucoup de propositions malgré mes sollicitations mais au mois d'octobre les communistes ont affirmé qu'ils étaient un groupe de proposition, pas d'oppositions », dit le maire. Est-ce un signe aussi ?

A Rennes, on semble convaincu que les communistes iront jusqu'au bout du pacte municipal même si les escarmouches sur des problèmes mineurs créant l'incident de séance ne manquaient pas ces dernières semaines. Même écho à Chambéry, actuellement.

A Pau, en revanche, le groupe communiste, qui compte cinq élus — il y a vingt-quatre conseillers socialistes et onze non inscrits —, a voté contre le budget primitif 1980 et pratique l'obstruction permanente. Au mois de décembre il provoquait l'allongement des séances du conseil municipal d'une heure.

Ne pas brûler les vaisseaux

Les élus socialistes de Nîmes, Béziers, Sète, Alès, qui font partie de municipalités à majorité communiste, n'ont aucun incident à signaler et il semble bien que l'entente entre les élus des deux partis de gauche y soit presque exemplaire. Au Havre, les relations sont bonnes en général parce que, explique Joseph Menga, adjoint socialiste : « Le Havre est la plus importante des municipalités communistes et le Parti communiste s'en sert comme vitrine pour faire montre de ses convictions démocratiques. »

A Saint-Etienne, Reims, Montluçon, la situation est presque conflictuelle et les élus socialistes — minoritaires — doivent se battre pied à pied.

Mais tout compte fait s'il y a des tensions partout — ou presque — il y a eu jusqu'ici fort peu de ruptures du pacte de solidarité municipale.

Et il semble bien, c'est au moins le sentiment qu'on a au Parti socialiste, que dans leur attitude suicidaire les communistes n'ont pas décidé de brûler les vaisseaux des municipalités. ●